

<p>ECONOMIE GENERALE : EQUILIBRE, CROISSANCE ET CRISES ECONOMIQUES</p>

**CHAPITRE 13 : « FLUCTUATIONS, CYCLES ET CRISES
ECONOMIQUES »**

Introduction

I- Les fluctuations de court terme : expansion et récession

1- Présentation

2- Les mécanismes

3- L'analyse néoclassique

II- Les fluctuations de long terme et les grandes crises

1- L'analyse de J. A. SCHUMPETER

2- L'analyse keynésienne

*3- L'analyse de l'Ecole de la régulation (M. AGLIETTA, R. BOYER, A.
LIPIETZ, J. MISTRAL...)*

III- Les autres analyses des grandes crises économiques

1- La vision néoclassique

2- Le rôle de l'Etat chez F. A. VON HAYEK et M. FRIEDMAN

3- Le modèle marxiste

IV- Les déséquilibres économiques contemporains

1- L'inflation

2- Le chômage

3- Les mutations industrielles

Conclusion

ANNEXES : - CHÔMAGE : LA NOUVELLE APPROCHE WS/PS
- LA CRISE FINANCIERE (subprime) : SYNTHESE

ECONOMIE GENERALE : EQUILIBRE, CROISSANCE ET CRISES ECONOMIQUES

CHAPITRE 13 : « FLUCTUATIONS, CYCLES ET CRISES ECONOMIQUES »

Introduction

La croissance économique n'est pas uniforme, elle connaît des variations (variations du PIB), parfois même des baisses du PIB sur une période.

Il faut distinguer les mouvements d'expansion et ceux de récession : on parle de fluctuation conjoncturelle lorsque les périodes de variation sont courtes (quelques mois, quelques années) et de fluctuations de longue période, à l'échelle d'un siècle, ponctuées de grandes crises.

Une crise économique est une période de difficultés économiques graves dont la plus importante est le chômage.

On distingue différents types de crise :

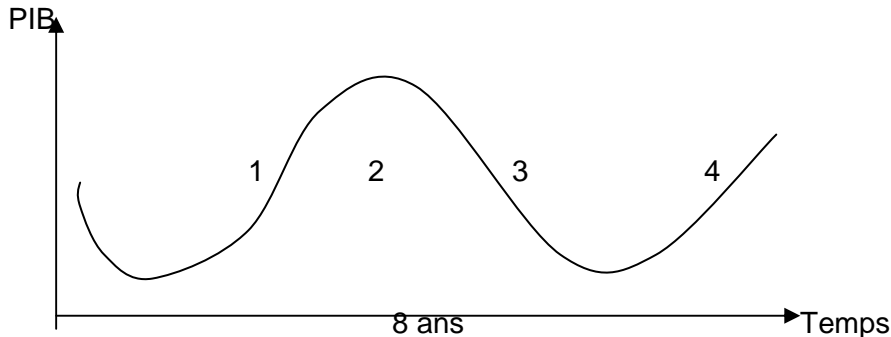
- **Les crises d'Ancien Régime** : ce sont des crises frumentaires de sous-production. La sécheresse diminue les récoltes, ce qui entraîne disette/famine et augmente les prix agricoles. La baisse des revenus agricoles se diffuse dans l'ensemble de l'économie (secteur agricole dominant dans la structure productive du pays), ce qui a pour conséquence une grave crise dans l'ensemble de l'économie. On trouve ce type de crise aujourd'hui dans les *Pays Moins Avancés* (PMA) et les *Pays En Développement* (PED).
- **Les crises modernes** : pas de sous-production mais une insuffisance de débouchés rentables. L'offre, supérieure à la demande, entraîne une diminution des capacités de production (crise de surinvestissement) et augmente le chômage. Il n'y a pas de diminution de la production (PIB) mais une croissance fortement ralentie.

Quant au cycle, il représente des mouvements de hausse et de baisse de l'activité qui se succèdent de façon plus ou moins régulière.

I- Les fluctuations de court terme : expansion et récession

1- Présentation

Au XIX^{ème} siècle, C. JUGLAR a mis en évidence des cycles de huit ans :



1, **Expansion** : hausse de la production, des prix et des revenus, développement excessif des crédits ;

2, **Crise** : retournement conjoncturel : baisse des prix, du volume des crédits (anticipations pessimistes), baisse de la production ;

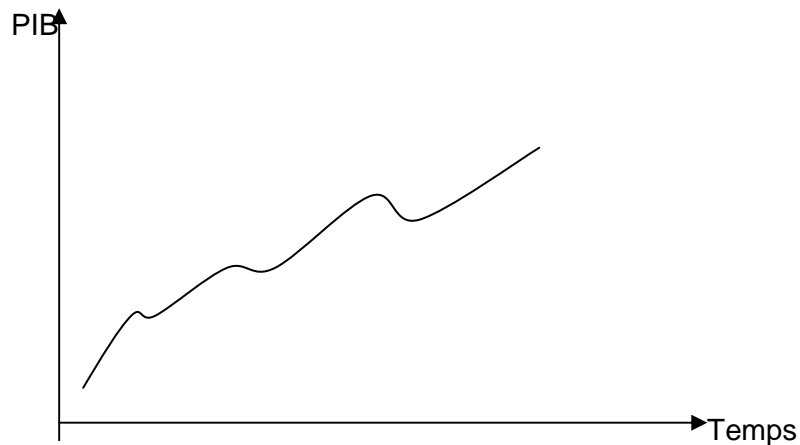
3, **Dépression/récession** : baisse continue des prix, de la production et des revenus. On parle de dépression en cas de forte baisse de l'activité économique ;

4, **Reprise** : arrêt de la baisse des prix, de la production et des revenus, point de départ de l'expansion.

Ne pas confondre avec la **relance**, action de l'Etat pour faire redémarrer l'activité économique.

Aujourd'hui, les cycles sont moins réguliers (entre 5 et 8 ans), on parle plutôt de fluctuations. Les cycles JUGLAR ont permis de montrer que la crise est un moment particulier du cycle économique. En parallèle, d'autres cycles ont été observés comme le cycle de J. KITCHIN, d'une durée moyenne de 40 mois, des cycles spécifiques à certaines activités (bâtiment, agriculture...)

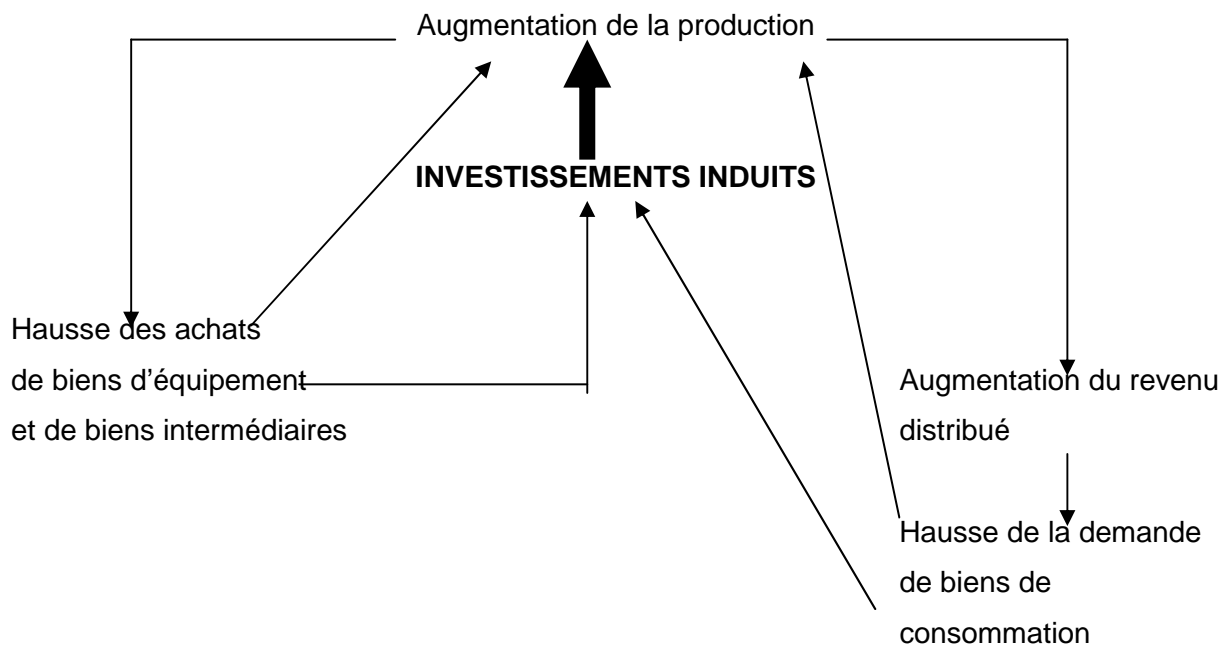
REMARQUE : aujourd'hui, il n'y a plus de baisse de la production mais une baisse du **taux de croissance** de l'activité. De même, il n'y a plus de baisse des prix mais plutôt des situations de *stagflation* (stagnation de l'activité et poursuite de l'inflation, même modérée). Le schéma est ainsi plutôt le suivant :



2- Les mécanismes

L'expansion : des exportations supplémentaires (croissance étrangère, taux de change favorable), une élévation de la consommation (répartition des revenus, politique fiscale/sociale, produits innovants), une reprise de l'investissement (baisse des taux d'intérêt, anticipations optimistes), des dépenses publiques sans hausse des impôts, autant de facteurs qui permettent d'enclencher une période expansionniste.

En outre, ce mouvement s'auto-entretient :



Se rapporter au principe d'accélération : une hausse de la demande anticipée engendre une hausse plus que proportionnelle de l'investissement (à capacités de production pleinement employées), ce qui, en vertu du principe de multiplicateur, crée un revenu supplémentaire qui alimente de nouvelles dépenses, ce qui crée un nouveau revenu...

La crise et la récession : un ralentissement de la demande dans une industrie motrice se transmet aux autres branches liées (partenaires, fournisseurs, sous-traitants...), ce qui déclenche des vagues de licenciements et des anticipations pessimistes qui deviennent auto-réalisatrices...

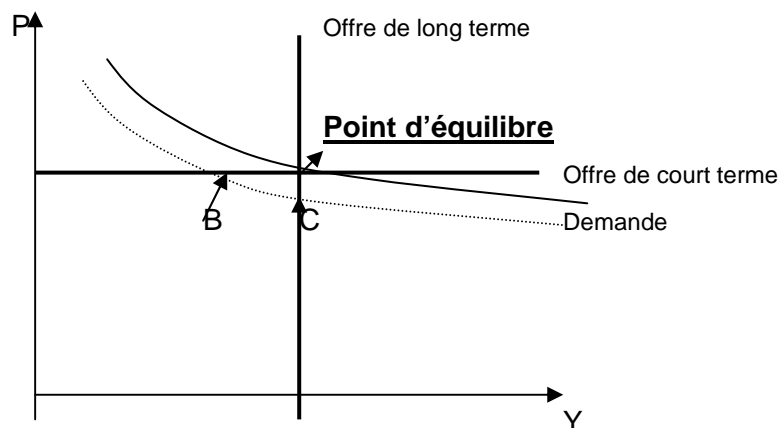
Mais, le risque principal est lié aux anticipations des entreprises : une phase d'expansion entraîne une hausse des coûts et parallèlement une baisse du taux de profit (profit/capital fixe) et une hausse des prix. Les taux d'intérêts nominaux s'élèvent, ce qui bloque l'investissement et rend les anticipations pessimistes.

En effet, une croissance trop forte entraîne de l'inflation (surchauffe de l'économie) qui dégrade la compétitivité-prix des entreprises et gêne les exportations. Parallèlement, l'Etat intervient par une politique monétaire restrictive de lutte contre l'inflation et diminue ses investissements, ce qui amplifie la marche vers la crise économique. Il ne faut pas oublier que le principe d'accélération et le multiplicateur d'investissement fonctionnent dans les deux sens !

REMARQUE : ne pas confondre la crise, une phase de transition (retournement de la conjoncture), courte (en général 6 mois) et la récession qui est un processus long de difficultés économiques.

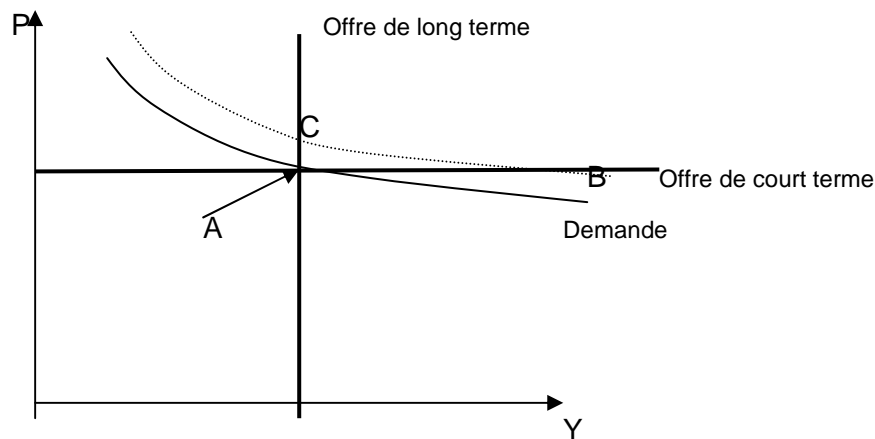
3- L'analyse néoclassique

Il existe des variations fortes des prix et du PIB réel, mais à très court terme (mois ou semaine).



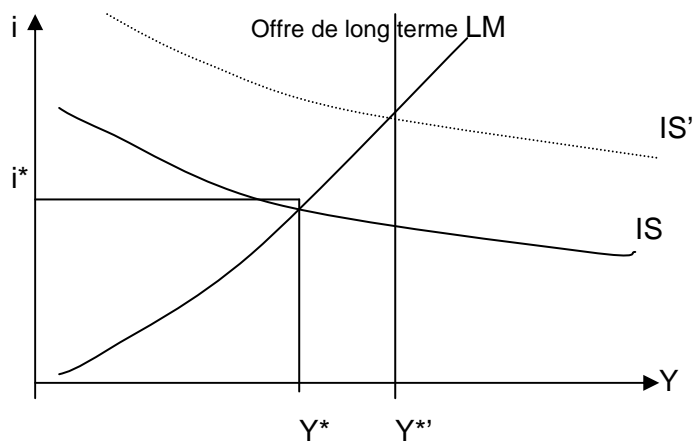
Dichotomie classique : l'offre de long terme ne dépend pas des prix : $Y = f(K, L)$.

A court terme, les prix sont rigides : une baisse de la demande s'ajuste par les quantités (point B). Mais à long terme, l'ajustement se fait par les prix car les quantités sont rigides, elles dépendent des structures productives, d'où une baisse de l'inflation (point C).



Si la demande augmente : à court terme, le produit s'élève (point B) mais à long terme le produit baisse et les prix augmentent car l'offre est durablement inférieure à la demande, d'où l'inflation (point C). Une politique budgétaire expansive n'augmente le produit que temporairement, le temps de l'illusion ! Au final, l'économie retrouve son rythme naturel, seule l'inflation a augmenté car la croissance du produit n'est liée qu'aux facteurs de production, $Y = f(K, L)$. Ce raisonnement repose sur une des hypothèses fondamentales du modèle néoclassique, à savoir la neutralité de la monnaie.

Dans la logique keynésienne, le point d'équilibre peut être un équilibre de sous-emploi car les prix sont rigides, l'ajustement se fait par les quantités.



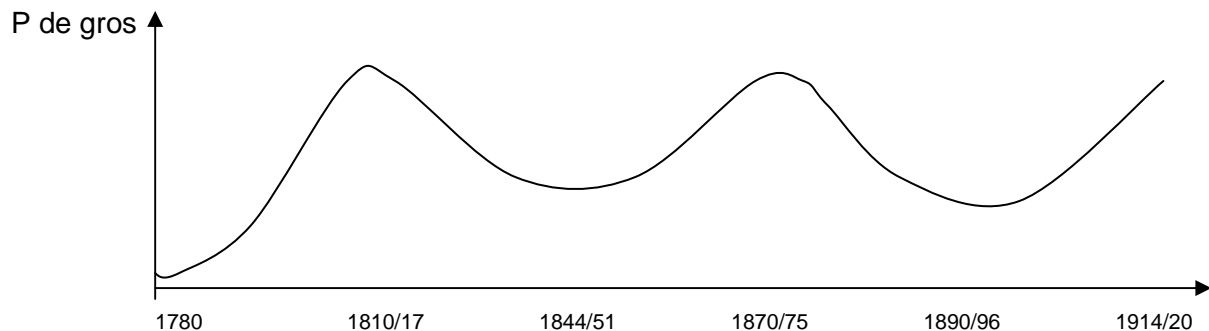
IS' : l'augmentation des dépenses publiques ou l'investissement public (I_g) engendre de l'inflation **uniquement si l'économie est en plein-emploi de ses ressources** !

Mais, ces politiques budgétaire ou monétaire ne sont que des politiques de court terme, conjoncturelles.

II- Les fluctuations de long terme et les grandes crises

1- L'analyse de J. A. SCHUMPETER

Il part de l'observation de cycles longs par N. D. KONDRATIEV, d'une durée moyenne de 50 ans. Deux grandes phases : l'expansion et la récession, chacune d'environ 25 ans. Dans chaque cycle long, on observe des cycles courts de type JUGLAR, KITCHIN...

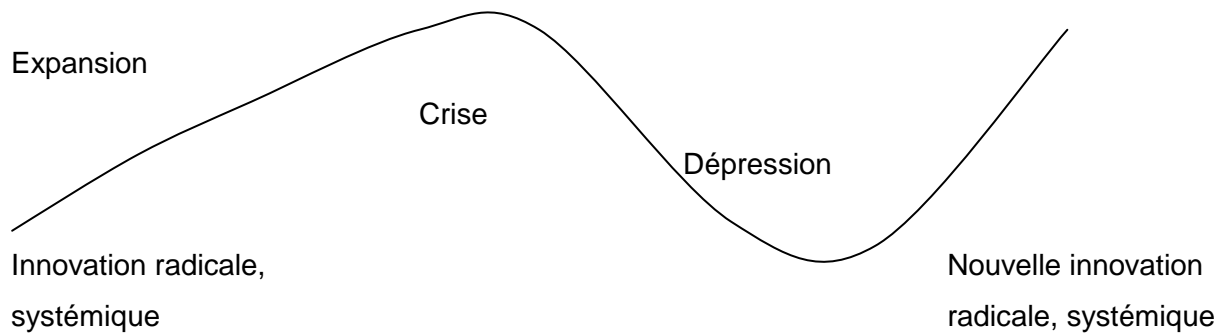


Les variations de prix entraînent des variations de même sens des profits et de l'activité économique (Y).

EXPANSION	DEPRESSION	FACTEURS-CLES
1789/1816	1816/1847	Faible coût du travail. Textile (coton), industrie motrice.
1847/1874	1874/1896	Faible coût du charbon, machine à vapeur.
1896/1920	1920/1945	Faible coût de l'acier, développement sidérurgique.
1945/1975	1975/1990	Faible coût du pétrole, chimie et Fordisme.
1990/ ?		Informations, connaissances (Post/Néo-Fordisme, flexibilité, réseaux...).

On peut se rapprocher des thèses de J. A. SCHUMPETER (*Théorie du développement économique ; Capitalisme, socialisme et démocratie*). Le moteur du capitalisme, c'est l'innovation, l'entrepreneur. Si l'innovation est validée par le marché, alors il se forme des grappes par imitation/diffusion de l'innovation, qui portent la croissance économique.

Mais c'est un processus de *destruction créatrice*, les secteurs anciens et obsolètes sont en crise. L'innovation a un caractère systémique car elle concerne l'ensemble de l'économie (exemple de l'informatique), ce qui est favorable à la croissance. Ensuite, le potentiel de l'innovation s'épuise, les taux de profit diminuent, ce qui débouche sur une nouvelle crise.



Le problème, c'est qu'avec le développement du capitalisme, l'innovation est mise en œuvre par de grandes entreprises bureaucratisées qui empêchent les entrepreneurs de les concurrencer. L'innovation est ainsi empêchée, ce qui aboutira à la mort du système capitaliste suite à une grave crise. La solution pourrait être alors le socialisme qui n'a pas besoin de moteur comme le capitalisme (innovation et recherche de profit).

REMARQUE : pour N. D. KONDRATIEV les crises sont normales, le capitalisme rebondit toujours. Une pensée éloignée de la vision marxiste qui lui a valu le Goulag !

2- L'analyse keynésienne

Elle prend appui sur l'interprétation de M. KALECKI, basée sur les anticipations des acteurs. Pour investir, les acteurs comparent le profit estimé avec le coût d'acquisition (importance du taux d'intérêt).

Mais, nous sommes en environnement incertain, d'où le problème pour opérer des choix d'investissements. Les acteurs se basent alors sur le passé, l'expérience..., ce pourquoi c'est *l'incertitude vraie, source d'instabilité*.

Au fur et à mesure des investissements, l'efficacité marginale du capital décroît car l'entreprise met en œuvre des projets de moins en moins rentables. Mais, par inertie des comportements, l'investissement continue comme si son efficacité marginale était stable. A un certain point, on assiste à un surinvestissement et un retournement très violent des anticipations qui deviennent auto-réalisatrices : la baisse de l'investissement entraîne une récession voire une dépression économique. L'Etat a ainsi un rôle important de régulateur pour éviter ces crises mais aussi des emballements trop importants.

Ainsi, on en conclut que pour M. KALECKI : $Y_t = f(Y_{t-1})$, conformément au *modèle de l'oscillateur* (J. HICKS et P. A. SAMUELSON) qui explique les variations du revenu Y .

Un modèle proposé en 1939 par P. A. SAMUELSON en combinant deux effets pour formaliser les différentes formes de fluctuations économiques :

Il considère une dépense publique autonome en début de processus et utilise le multiplicateur keynésien et l'accélérateur, le premier crée un effet de stabilisation tandis que

le second conduit à l'instabilité de l'économie par les à-coups provoqués d'investissements provoqués par les variations de la demande.

Il déduit de cette coalition d'effets contraires quatre situations possibles : aucune oscillation avec une évolution stable, des oscillations contrôlées dans leur impact sur le revenu national, des oscillations non contrôlées qui prennent beaucoup d'ampleur, une absence d'oscillation dans une phase de croissance régulière.

3- L'analyse de l'Ecole de la régulation (M. AGLIETTA, R. BOYER, A. LIPIETZ, J. MISTRAL...)

L'évolution économique est fonction du régime d'accumulation. Trois régimes se sont succédé depuis le début XIX^{ème} siècle :

- *A dominante extensive* : régime fondé sur la coopération simple dans le travail, faibles gains de productivité, production importante de biens d'équipement ;
- *A dominante intensive sans consommation de masse* : régime fondé sur le Taylorisme avec de forts gains de productivité, la mise en place d'un secteur producteur de biens de consommation mais avec une persistance de rapports salariaux anciens ;
- *A dominante intensive avec consommation de masse* : régime fondé sur des rapports salariaux de type nouveau, *Fordiste*, des salaires élevés combinés à de forts rendements qui permettent une production de masse et une consommation de masse.

La succession de ces régimes expliquent les grandes périodes de crise et de croissance.

Aujourd'hui, nous vivons une crise du *Fordisme*, un processus de régulation trop rigide, trop standardisé, alors que les acteurs demandent de la différence, de la flexibilité pour faire face à l'environnement concurrentiel international. De plus, le secteur tertiaire ne peut plus absorber la main-d'œuvre dégagée par les gains de productivité, eux-mêmes ralentis, ce qui nécessite de nouveaux rapports salariaux, difficiles...

III- Les autres analyses des grandes crises économiques

1- La vision néoclassique

Les crises sont des ajustements nécessaires pour éliminer les acteurs les moins performants, imposer de nouveaux modes de production plus efficaces et mieux orienter la production face aux évolutions de la demande mondiale.

Les crises ne sont jamais des crises générales mais des crises sectorielles dues à une concurrence imparfaite.

L'Etat doit laisser au marché son rôle régulateur, sa flexibilité, ce qui permet d'atteindre le prix d'équilibre, surtout pour les salaires, car si le salaire versé est supérieur au salaire d'équilibre, il y aura forcément un chômage involontaire.

2- Le rôle de l'Etat chez F. A. VON. HAYEK et M. FRIEDMAN

Ils analysent la crise de 1974 comme une crise due aux politiques de relance keynésiennes de 1944 à 1974.

Pour F. A. VON HAYEK, l'intervention de l'Etat pour faire baisser les taux d'intérêt est inefficace car le prix n'indique plus la rareté relative des biens, ce qui biaise les choix économiques. A long terme, les investissements sont excessifs, on assiste à des crises de surproduction, à l'effondrement des marchés.

Pour M. FRIEDMAN, les politiques de relance entraînent de l'inflation sur le long terme sans conséquence sur l'emploi car la monnaie est neutre. Les anticipations sont erronées, ce qui débouche sur une crise économique.

3-Le modèle marxiste

L'augmentation de l'écart entre la production et le revenu des travailleurs entraîne une surproduction, la baisse du taux de profit, donc la diminution de l'investissement et la crise économique par suraccumulation de capital. Celle-ci ne peut être résolue que par la dévalorisation du capital (élimination des petites entreprises) ou l'extension des marchés (mondialisation de la production).

Mais, de nouvelles crises amèneront à la mort du capitalisme et à l'avènement d'un nouveau mode de production, le communisme.

IV- Les déséquilibres économiques contemporains

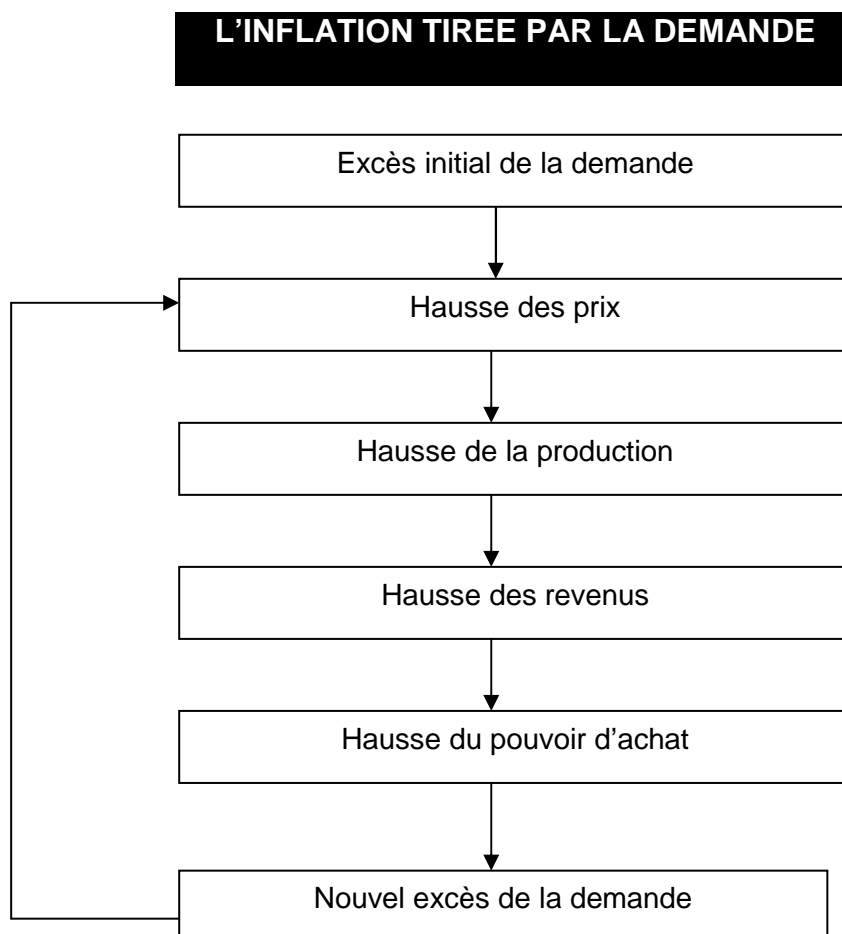
1- L'inflation

Inflation : « enflure », gonflement, un terme médical (pathologie), qui nécessite diagnostic et traitement.

Hausse générale, durable et autoentretenue du niveau général des prix (G. OLIVE), c'est-à-dire une hausse du prix moyen de tous les biens et services. Certains biens voient leur prix augmenter plus que les autres : l'inflation modifie les **prix relatifs**.

De même, la variation du prix d'un bien peut provoquer la variation du prix d'autres biens (cas des matières premières, composants...) : *effets de chaîne*.

LES MECANISMES DE L'INFLATION : UN PHENOMENE AUTO-ENTRETENU



Désinflation : diminution du taux de l'inflation : il existe toujours de l'inflation, mais sa progression est ralentie.

Déflation : baisse durable, générale et autoentretenue du niveau des prix : exactement l'inverse de l'inflation. C'est aussi un ensemble de mesures libérales pour restreindre la demande et réduire les tensions sur les prix (baisse de la dépense publique, hausse de la pression fiscale, hausse du coût du crédit, blocage des prix...)

Stagflation : période où coexistent inflation, baisse de l'activité économique et chômage élevé (stagnation + inflation). C'est le reflet du capitalisme contemporain (grandes firmes et rigidité des prix) et les difficultés de régulation par les politiques traditionnelles (environnement ouvert).

La mesure de l'inflation se fait par un **indice** élaboré et mise en œuvre par l'INSEE pour constater l'évolution des prix moyens (*Indice des Prix à la Consommation*, IPC). Il existe plusieurs types d'IPC (le plus complet : 303 produits, le plus courant : 265 postes + tabac pour les comparaisons internationales). Mais, il est impossible de relever les prix de tous les produits, l'INSEE choisit les produits les plus courants (94% de la consommation des ménages est couverte). Il subsiste donc un défaut de couverture de 6% (assurance-santé privé, secteur hospitalier privé, assurance vie et jeux du hasard, des dépenses importantes).

L'IPC tient compte part de dépense dans le budget total d'un ménage moyen (pondération par les **coefficients budgétaires**).

Chaque mois, l'INSEE fait environ 160 000 relevés de prix à travers toute la France et dans tous les circuits de distribution.

L'IPC sert à mettre en œuvre la politique économique, revaloriser le SMIC et les pensions pour maintenir le pouvoir d'achat des bas revenus. Les salaires sont désindexés depuis 1982 pour permettre la désinflation (casser le phénomène autoentretenu).

L'IPC sert à mesurer d'autres indicateurs fondamentaux : PIB, productivité... important pour les rapports salariaux, la politique monétaire...

REMARQUE : 27 de l'UE : **IPCH** pour les comparaisons intra-UE et internationales mais il ne se substitue pas aux indices nationaux.

Du point de vue technique, les indices sont calculés sur la base 100 de l'année n agrégés en utilisant la pondération de l'année n-1...

L'indice ne prend pas en compte les modifications de comportement des consommateurs : achat de plus de porc si le prix du bœuf augmente, pas de pondération selon les circuits (de plus en plus d'achats en hard discount), les nouveaux produits arrivent tardivement dans le calcul (une partie de la baisse des prix n'est donc pas pris en compte).

Difficulté de mesurer *l'effet qualité*, c'est-à-dire la prise en compte de l'élévation de la qualité dans la hausse des prix.

⇒ L'inflation, phénomène monétaire (conjoncturelle) :

Théorie monétariste (libéraux, Ecole de Chicago dirigé par M. FRIEDMAN) :
L'inflation est toujours et partout d'origine monétaire : l'inflation est due à un excès monnaie sur les biens à disposition dans l'économie : trop de demande et pas assez d'offre, d'où la hausse des prix.

M. FRIEDMAN se base sur l'équation quantitative de la monnaie (I. FISCHER) : $MV = PQ$.

Une règle d'or : la masse monétaire doit croître au même rythme que la production.

⇒ L'inflation, phénomène réel lié aux déséquilibres des marchés (conjoncturelle) :

Au niveau des mécanismes de formation des prix : excès de demande globale sur l'offre globale, ou par les coûts qui déterminent les prix de l'offre.

Inflation par la demande : lorsque l'offre demeure insuffisante ou la demande conjoncturellement élevée, on assiste à une hausse des prix. Si ce désajustement se produit sur un grand nombre de marchés, on aura un *écart inflationniste*.

Pour J.M. KEYNES, cet excès de demande est porteur d'inflation s'il est appuyé par une création monétaire supplémentaire : l'inflation par la demande s'analyse alors comme une inflation de type monétaire.

Plusieurs facteurs possibles : une hausse des salaires, un déficit budgétaire (dépenses de l'Etat supérieures aux recettes publiques), baisse des taux d'intérêt ;

Inflation par les coûts : hausse des coûts de production (à productivité constante) que les entreprises vont répercuter sur les prix de vente pour conserver leurs marges bénéficiaires.

Plusieurs facteurs possibles :

- Facteur travail : hausse des salaires et/ou des charges sociales (importance des syndicats) ;
- Facteur capital : hausse du prix des biens d'équipement (de plus en plus complexes) et/ou hausse des taux d'intérêt, qui renchérissent leur coût d'acquisition ;
- Hausse du prix des matières premières : si elles viennent de l'extérieur, on parle d'**inflation importée** ;
- Etat : modification de la fiscalité, de la parafiscalité ou de la politique des tarifs publics.

Ces sources d'inflation par les coûts se combinent et s'entretiennent pour créer une **spirale inflationniste**, par exemple la spirale prix/salaire, la plus présente dans nos économies contemporaines.

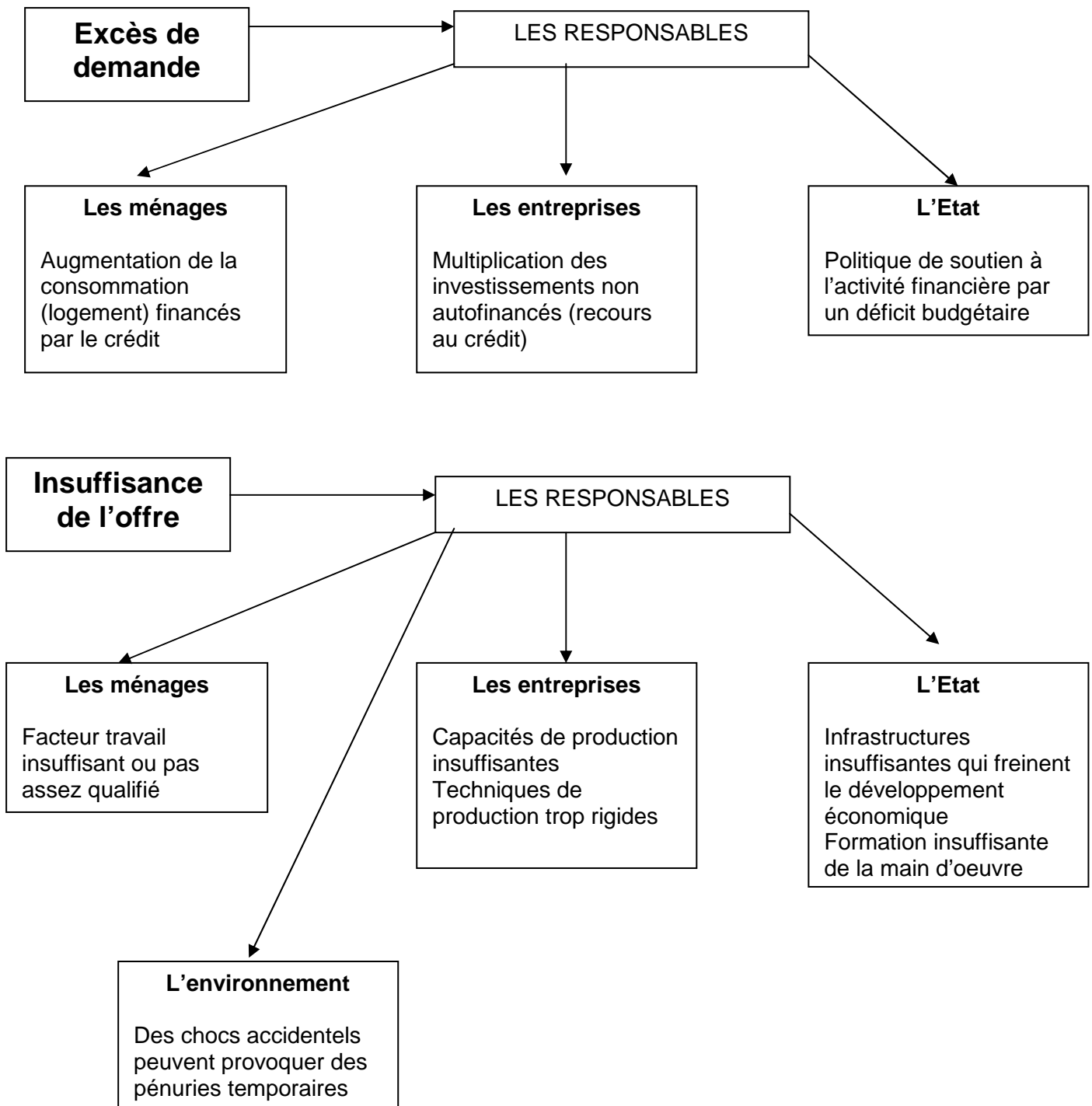
REMARQUE : Depuis le début des années 2000, on remarque que les écarts d'inflation entre les pays de l'OCDE se réduisent pour atteindre deux points au maximum.

Une étude de la BCE a montré que lorsque le taux d'inflation d'un pays s'éloigne de la moyenne mondiale, il finit par y revenir naturellement. Les différences entre les situations économiques locales jouent moins et les prix obéissent plus à une force mondiale tenant les inflations liées entre elles !

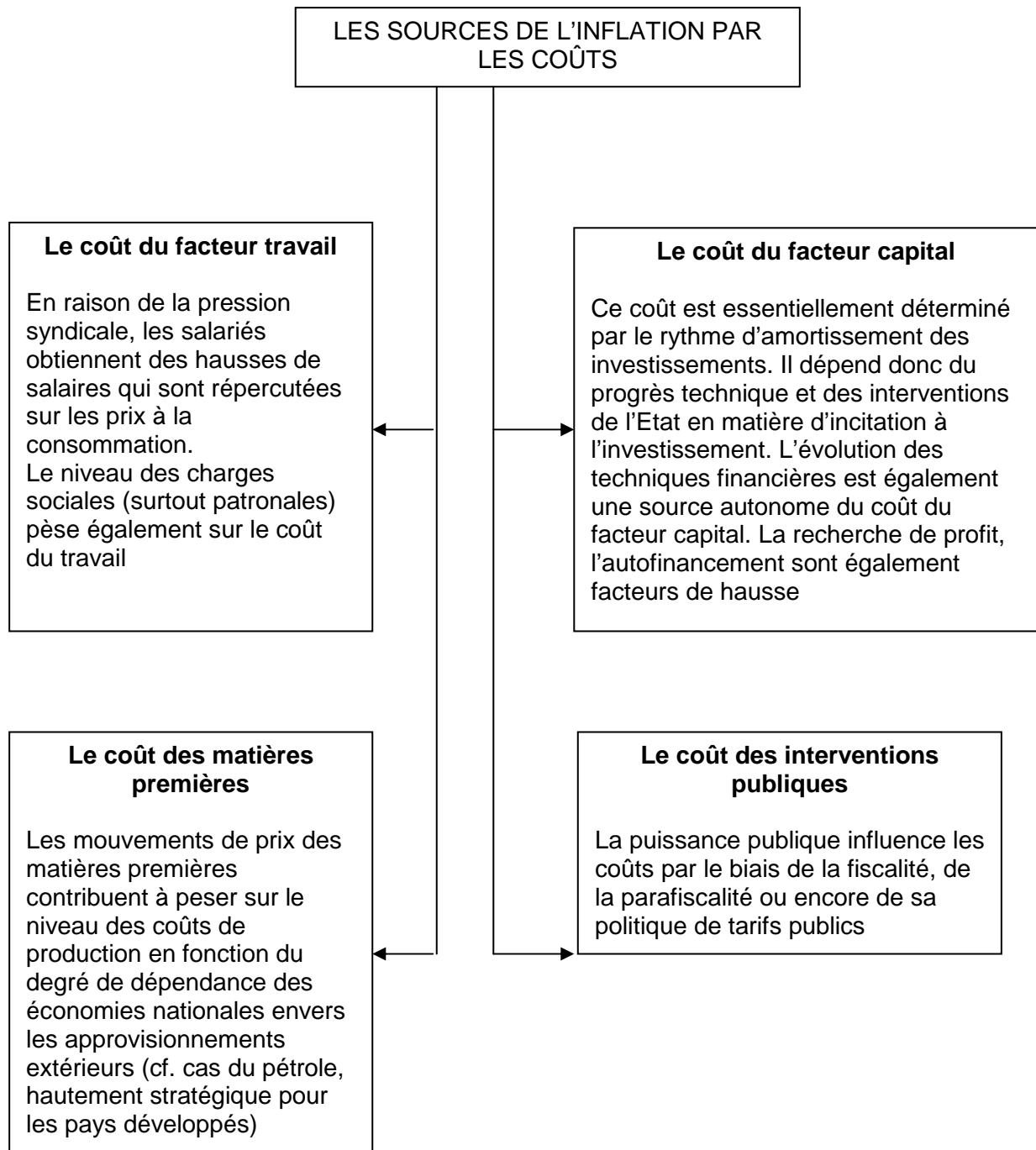
En effet, depuis la fin des années 1990, on peut mettre en évidence une sorte de *cycle mondial des affaires*, où le prix d'un bien dans un pays donné ne répond plus aux variations de l'offre et de la demande locales mais aux variations de l'offre et de la demande mondiales. Avec la mondialisation, les biens produits un peu partout sont de plus en plus substituables et ce n'est que lorsque les capacités de production mondiales viennent à manquer que les prix augmentent et partout à la fois ! A cela s'ajoute les variations de prix des matières premières, communes à tous les importateurs, ce qui explique l'apparition d'un cycle mondial des affaires.

Les économistes peinent encore à expliquer son fonctionnement et à construire des indicateurs pour le suivre, mais il diminue déjà l'efficacité des instruments purement nationaux (notamment de politique monétaire...) et devrait inciter les banquiers centraux à accroître leur coordination... (source : étude Morgan Stanley)

L'INFLATION PAR LA DEMANDE

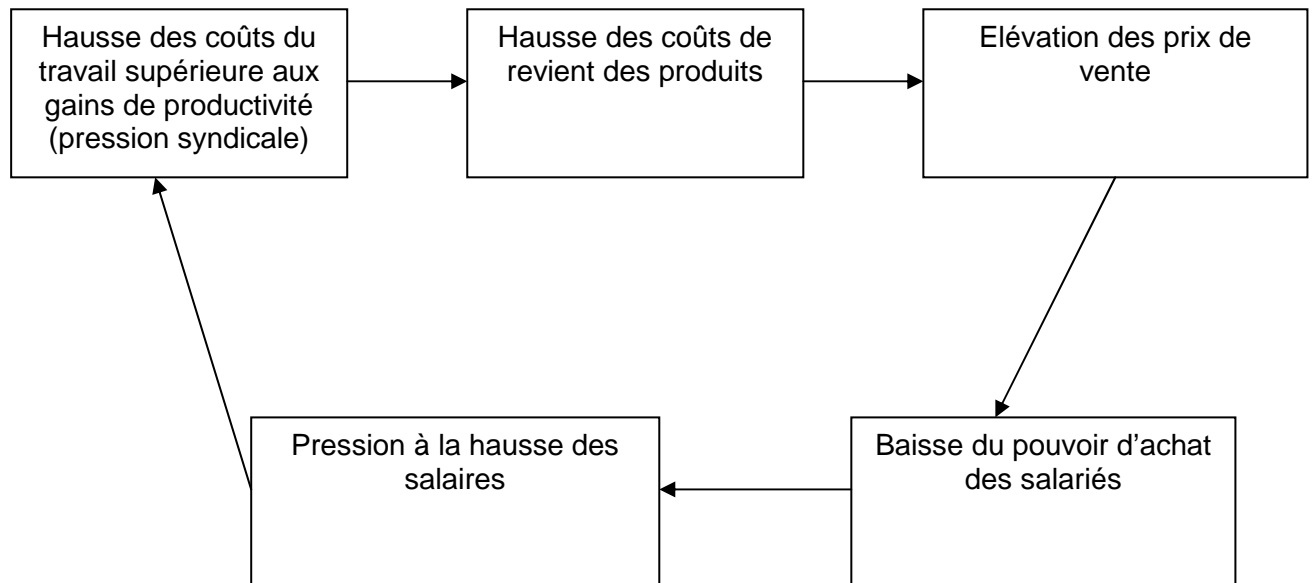


L'INFLATION PAR LES COÛTS



UN EXEMPLE DE SPIRALE INFLATIONNISTE

La spirale « prix-salaire »



➡ L'inflation liée au dysfonctionnement des marchés (structurelle) :

Une hausse des prix en l'absence de tout déséquilibre entre offre et demande, mais d'autres facteurs peuvent lui être imputés : entraves aux lois du marché relatives à la concurrence (monopole, oligopole, concurrence monopolistique), mobilité réduite des facteurs de production, rigidité des structures productives...

L'intervention de l'Etat par des réglementations coûteuses, des modes de financement non neutres (création monétaire)...

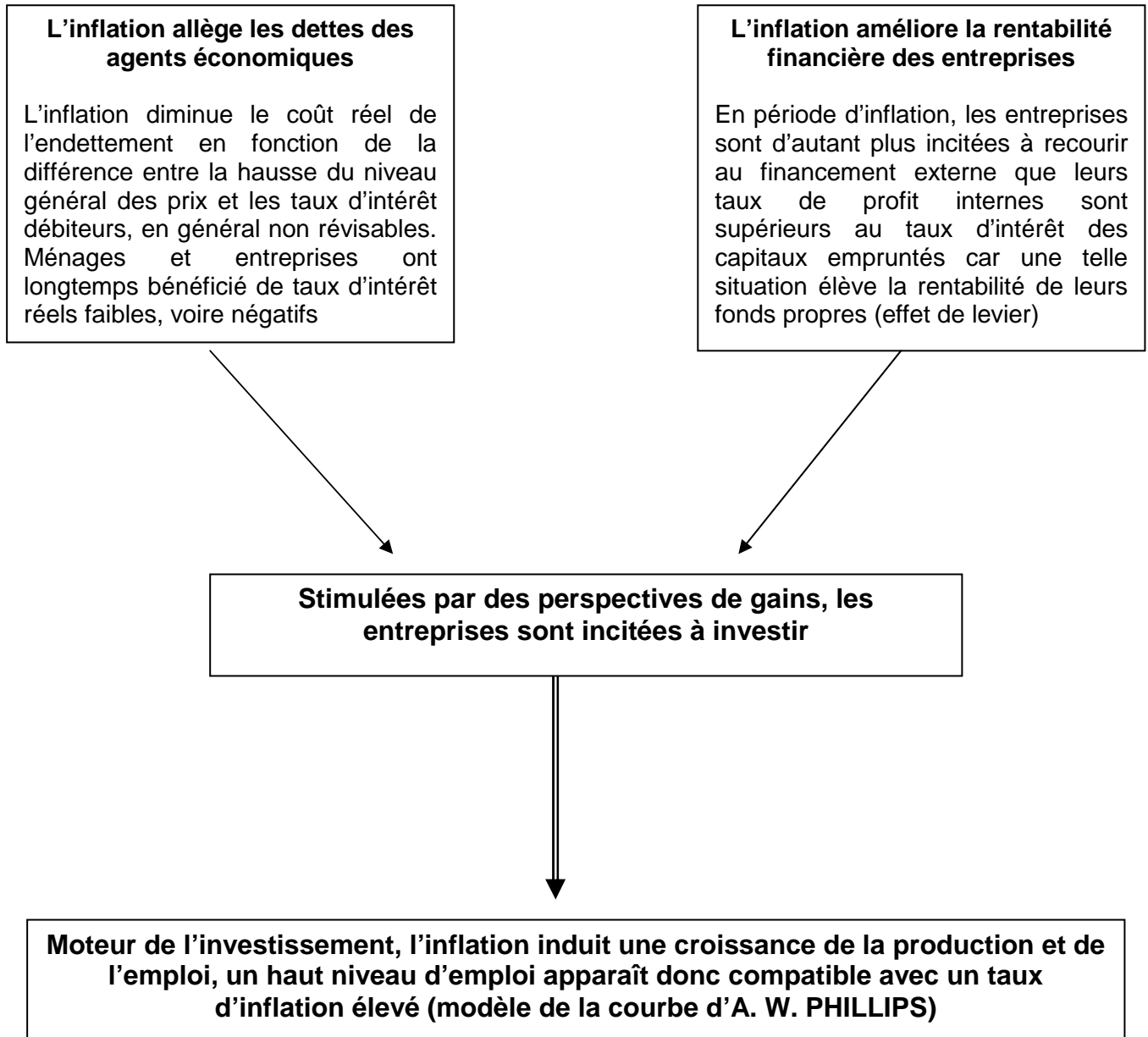
➡ L'inflation liée au comportement des acteurs (structurelle) :

Des origines socioculturelles : illusion de plus grande richesse, aspiration à une certaine égalité sociale, lutte des groupes sociaux pour le partage de la valeur ajoutée... Ces comportements conduisent à des mécanismes propagateurs de l'inflation, comme l'indexation des salaires sur les prix ou la recherche de la protection des revenus réels.

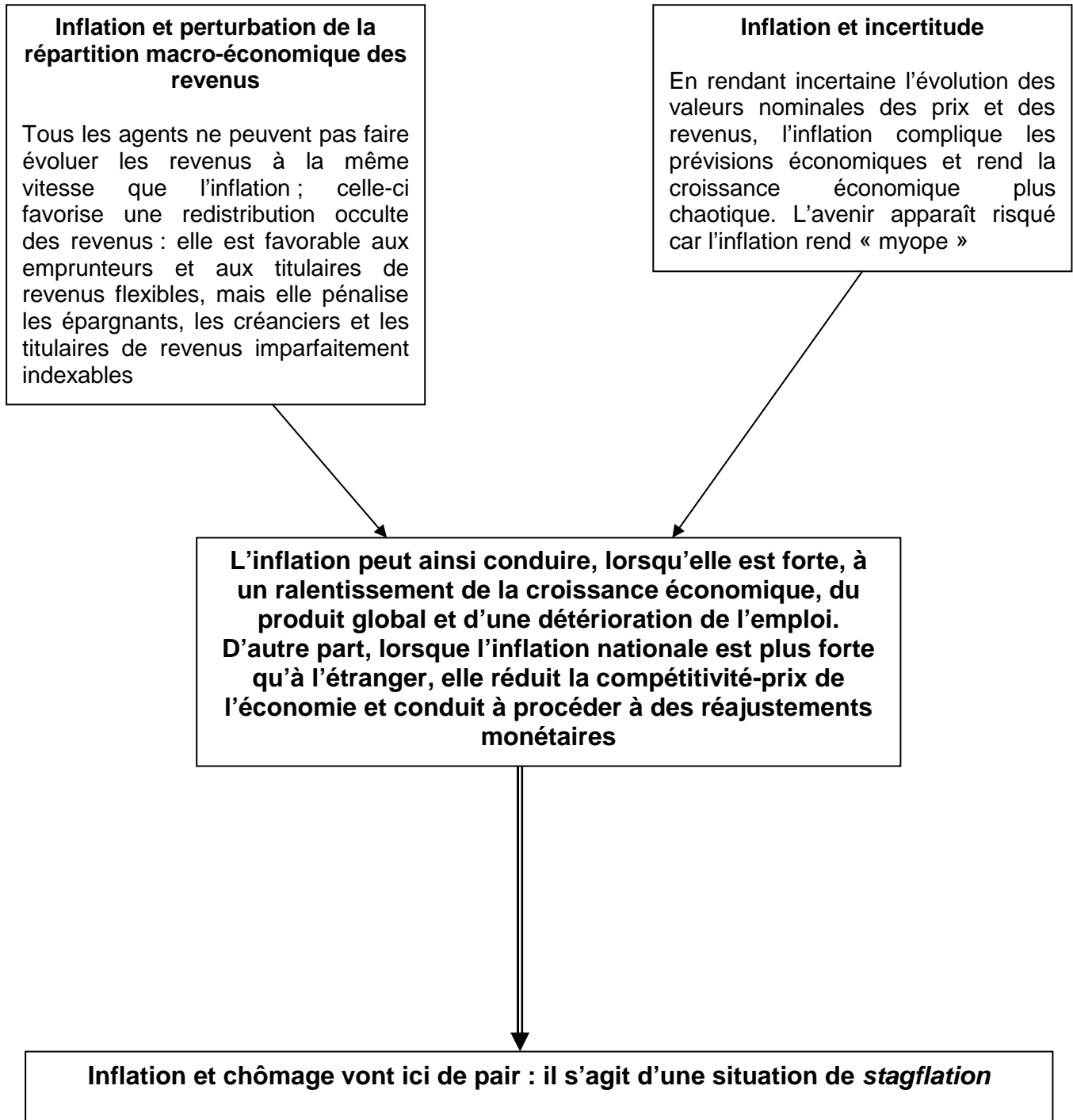
Selon A. MEISTER, *l'inflation est une régulation en douceur mais sans doute aussi efficace* (comparée aux réorganisations brutales du passé : épidémies, famines, guerres, révolution...)

Une certaine bivalence dans l'inflation : des effets bénéfiques et des effets néfastes :

LES EFFETS BENEFIQUES DE L'INFLATION



LES EFFETS NEFASTES DE L'INFLATION



LES CONSEQUENCES DE L'INFLATION

Impacts	Conséquences	POSITIVES	NEGATIVES
	Activité économique	<ul style="list-style-type: none"> - Stimule la croissance - Stimule les investissements - Stimule les emplois (courbe d'A. W. PHILLIPS) 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduit l'efficacité économique donc la croissance et l'emploi - Réduit l'efficacité de l'intervention des pouvoirs publics
	Revenus	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution du coût réel de l'endettement donc augmentation du revenu disponible 	<ul style="list-style-type: none"> - Favorise des disparités importantes dans la répartition des revenus - Suscite de nombreux effets pervers : indexation prix/salaires favorisant la spirale inflationniste, distribution de revenus occultes...
	Echanges extérieurs	<ul style="list-style-type: none"> - Améliore la compétitivité prix en cas de différentiel d'inflation favorable 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduit la compétitivité économique en cas de différentiel d'inflation défavorable - Nécessite, à terme, des réajustements monétaires - Entraîne une perte de crédibilité internationale

➡ La désinflation :

Au cours des années 1980, l'inflation élevée dans les pays européens, surtout la France, a dégradé progressivement la compétitivité et l'attrait des pays dans la compétition internationale des territoires. En France, dès 1984, les Pouvoirs publics se sont engagés dans un processus de désinflation afin de réduire le différentiel d'inflation avec l'ensemble des partenaires commerciaux.

Plusieurs facteurs essentiels permettent d'expliquer ce processus de désinflation dont les conséquences sont particulièrement importantes dans un pays comme la France où l'inflation a toujours été relativement importante :

- ✓ *La diminution du coût des produits importés* : depuis le milieu des années 1980, une baisse du coût du pétrole et des principales matières premières, conjuguée à celle du dollar, a permis aux entreprises d'améliorer leur situation financière et donc de ralentir leurs augmentations de prix. Aujourd'hui, la force de l'euro face au dollar nous protège des hausses successives des cours de ces matières et ressources énergétiques, libellés en dollars...
- ✓ *La baisse des prix agricoles* : cette diminution provient d'une part d'excédents de production communautaire (céréales, lait, viande...) et, d'autre part, d'une baisse importante des cours des matières premières alimentaires importées ;
- ✓ *Une forte décélération des salaires* : dès octobre 1982, à l'occasion de la sortie du blocage des prix et des revenus, les Pouvoirs publics s'engagent dans une politique de rigueur salariale, avec désindexation des salaires sur les prix, la référence à la productivité devient la norme de progression des salaires ;
- ✓ *Une évolution modérée du prix des services* : souvent repéré comme secteur inflationniste, le secteur des services a fait l'objet d'une réglementation stricte pendant de nombreuses années.

Ce processus a entraîné un certain nombre de conséquences sur les économies, notamment l'économie française : baisse des taux d'intérêt, effets sur l'épargne et sur la formation des patrimoines, modification du partage salaires-profits, redressement de la part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée.

En fait, la désinflation n'exerce des effets positifs sur la structure de l'économie française et sur la compétitivité des entreprises que si elle se poursuit de façon durable, sans être compromise par différents facteurs pouvant relancer la hausse des prix (tensions sociales...)

2- Le chômage

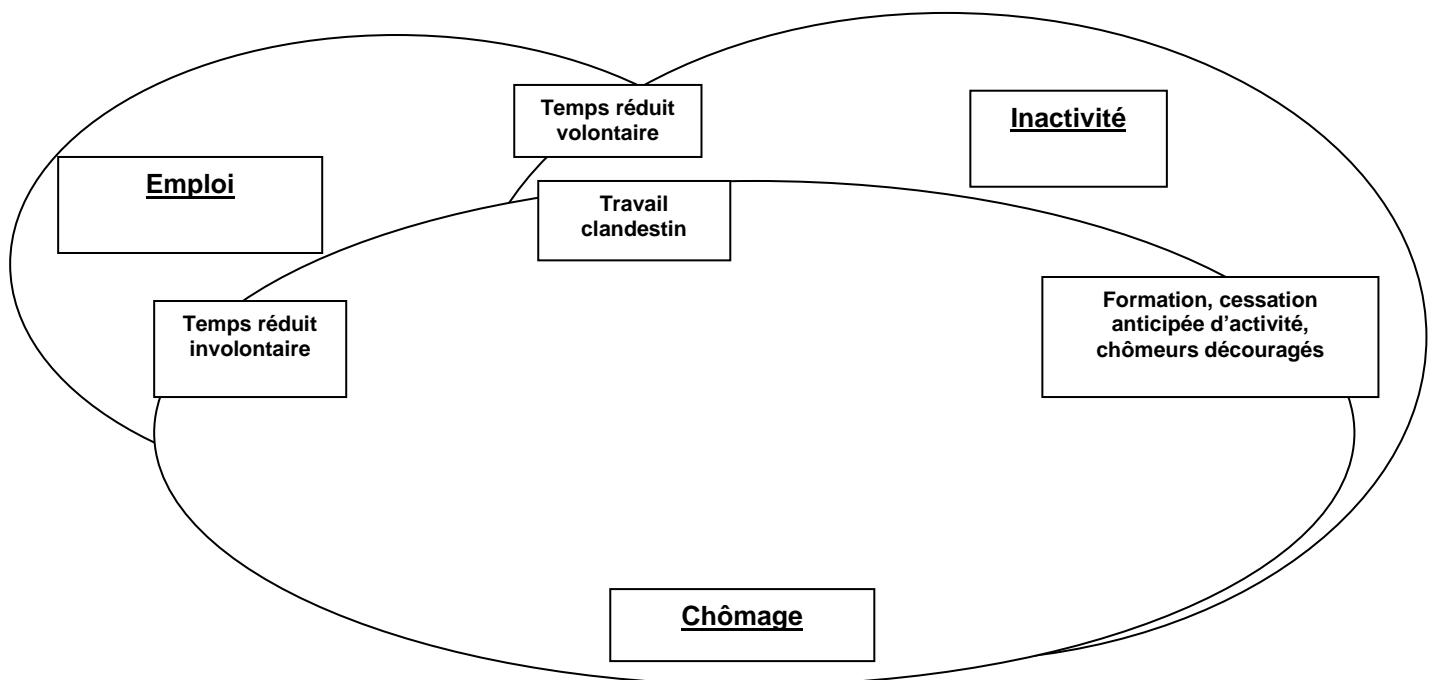
➤ Une réalité complexe, un concept flou :

Différents types de chômeurs (plusieurs catégories selon l'ANPE), les frontières emploi/non emploi sont floues, les statuts des actifs employés sont très divers.

Les notions d'emploi, d'inactivité et de chômage ne sont pas disjointes mais elles se chevauchent.

➔ Il existe de nombreuses situations intermédiaires entre inactivité et emploi stable et protégé, avec des passages en périodes de chômage, brefs mais fréquents et beaucoup d'emplois instables et peu protégés (*effet de halo*).

LE CHÔMAGE, UN CONCEPT FLOU



Il existe différentes mesures du stock de chômage :

La **population active** : ensemble des personnes en âge de travailler, déclarant exercer (population active occupée) ou chercher à exercer (les chômeurs) une activité professionnelle rémunérée (environ 27 400 000 personnes en France à fin juin 2009).

Le **taux de chômage** : mesure du volume (stock) de chômage : deux approches différentes :

- L'INSEE : être dépourvu d'emploi, disponible immédiatement (dans les 15 jours ou un mois si maladie), à la recherche *active* d'un emploi rémunéré (PSERE), sens du BIT. Mesure 1 fois/an.

- L'ANPE : être inscrit à l'ANPE, rechercher un emploi permanent et à temps complet, accepter immédiatement un emploi proposé (DEFM). Mesure tous les mois. Calcul : nombre de chômeurs/population active (2 600 000, soit 9.1% en France à fin juin 2009).

INSEE : comparaisons internationales ou sur longues périodes/ ANPE : évolution à court terme.

➤ Le chômage, le problème des flux

Le chômage se mesure à un temps donné, c'est le solde entre les entrées et les sorties du chômage :

Entrées : arrivées sur le marché du travail, arbitrage activité/non activité, licenciements, changements d'emploi ;

Sorties : embauches (création d'emplois nouveaux, emplois vacants) ou sorties du marché (retraite, préretraite, arbitrage activité/non activité).

Calcul de deux indicateurs clés : durée moyenne du chômage (environ 12 mois à fin octobre 2008) et l'ancienneté du chômage à un instant donné.

➤ Les inégalités face au chômage

Le risque de devenir chômeur est différent selon le profil socioéconomique des personnes :

Taux de chômage féminin : 9.5% (à fin juin 2009).

Taux de chômage des jeunes de - de 25 ans : 23.5% (à fin juin 2009).

Taux de chômage des non qualifiés supérieur à 20% (à fin décembre 2008).

CSP : les catégories « ouvriers » et « employés » représentent plus de 70% des chômeurs (à fin décembre 2008).

Le chômage de longue durée (43% du total des chômeurs à fin juin 2009) marque la marche vers l'**inemployabilité** et le traitement social (chômage structurel, marche vers les **minima sociaux**).

➤ Les causes du chômage :

➤ *Le problème de la croissance* : le ralentissement conjoncturel, la baisse de la demande adressée aux entreprises, la nécessité d'améliorer la compétitivité (concurrence acharnée), la réduction de la masse salariale

(**chômage conjoncturel**) pour baisser les coûts, donc les prix de vente et gagner en compétitivité-prix sont autant de facteurs de chômage.

Les lois d'A.M. OKUN illustrent ce phénomène : une réduction de 3% de l'écart entre le **PIB réel** et le **PIB potentiel** entraîne une baisse de 1% du chômage (étude empirique aux Etats-Unis) ;

➤ *Le progrès technique* : l'innovation sur les processus de production (hausse de l'intensité capitaliste) permet aux entreprises de remplacer (**substitution**) le travail par des machines. Le progrès technique a détruit de nombreux emplois mais en a créé d'autres dans des secteurs porteurs (*Théorie du déversement*, A. SAUVY) qui a permis l'élévation du niveau de vie. Demain ?

De même, le progrès technique a supprimé les emplois les plus pénibles et les moins qualifiés, les gains de productivité ont permis de réduire le temps de travail et la fatigue ;

➤ *Les délocalisations* : un phénomène courant dans les industries traditionnelles qui ont besoin de main-d'œuvre non qualifiée et qui recherchent alors le coût le plus bas :

Avantages : le bas coût de la main-d'œuvre dans les PED, leur qualité de travail grandissante, ce qui permet d'augmenter la compétitivité des entreprises et leur assurer une présence sur des marchés en fort développement, nécessaire à leur survie dans un contexte global ;

Inconvénients : des mutations industrielles douloureuses dans les pays de départ (chômage, difficile reconversion...), une irrégularité dans la qualité, l'éloignement entre lieu de production et marchés, d'où le problème de temps, de logistique... surtout pour les produits de mode (textile, chaussures...), le transfert de savoir-faire dangereux (conserver les activités stratégiques) et l'origine de **contrefaçons**.

Les délocalisations permettent de créer des emplois dans les PED, source d'amélioration du niveau de vie qui permet d'acheter à l'étranger. En fin de compte, les PDEM vendent davantage aux PED qu'ils leur achètent, le nombre d'emplois créés par les exportations dépasse celui perdu par les délocalisations (importations). De plus, les emplois créés sont des emplois de qualité, intéressants, dans des secteurs de pointe, moins pénibles ou fatigants ;

- *La population active* : le facteur démographique : évolution de la population totale, de la durée des études, la sortie du marché du travail (préretraites...), le travail féminin (baisse du nombre d'enfants, la simplification des tâches ménagères, la recherche d'un second salaire) sont autant de facteurs sociologiques à l'origine du chômage ;
- *Le chômage d'incohérence* : la coexistence de chômeurs et la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs à l'image mauvaise. Les jeunes recherchent des métiers valorisants et des conditions de travail moins difficiles. Pour certains, un simple **chômage frictionnel** ou *de mobilité* (M. FRIEDMAN), pour d'autres, un **chômage structurel** (situation durable). Néanmoins, les processus actuels des entreprises exigent des emplois de plus en plus qualifiés.

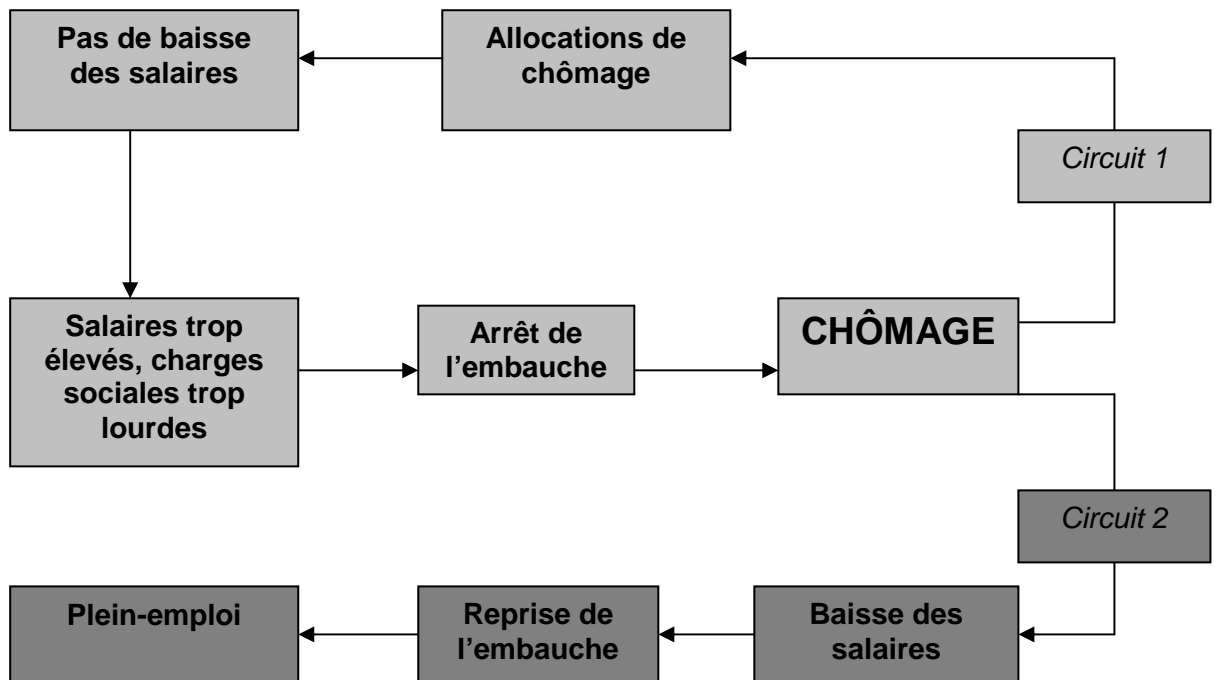
➤ Les grands schémas explicatifs et débats sur le chômage :

✓ *Le chômage classique* : A l'équilibre économique, plein emploi des facteurs de production, travail et capital, donc pas de chômage durable possible. S'il existe du chômage, il ne peut être que volontaire ou c'est un déséquilibre macro-économique provisoire.

Ce déséquilibre peut exister pour deux raisons : une insuffisante flexibilité des prix ou d'insuffisantes capacités de production des entreprises.

Deux facteurs liés : un niveau trop élevé et rigide des salaires a pour conséquence une insuffisante rémunération du capital, donc les entreprises renoncent à l'exploitation de certains équipements et à l'extension des capacités de production existantes. C'est donc une insuffisante rentabilité qui engendre du chômage classique ;

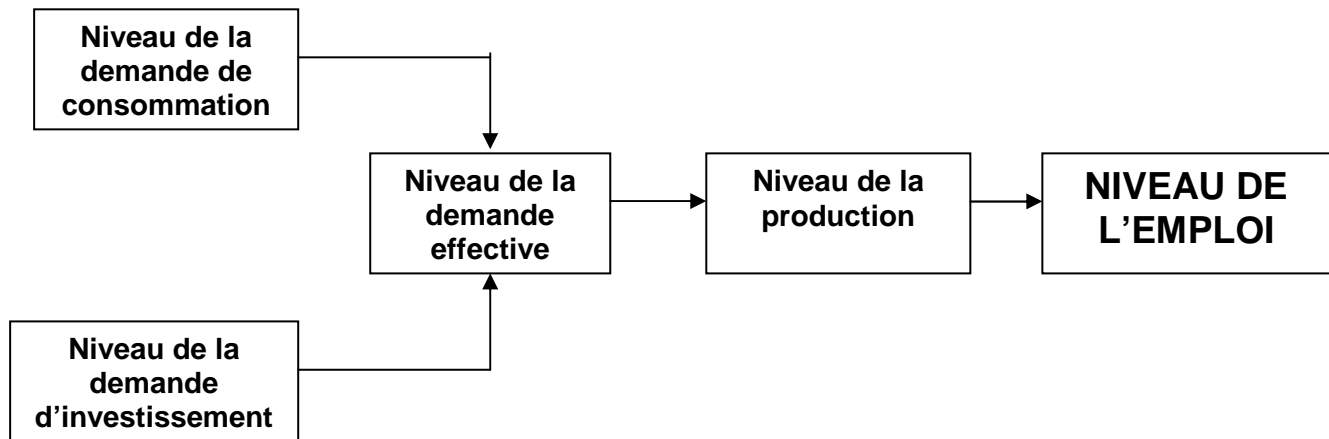
LE CHÔMAGE : ANALYSE LIBERALE



✓ *Le chômage keynésien* : pour J.M. KEYNES, l'économie peut être en situation durable de sous-emploi si la demande globale est durablement inférieure à l'offre globale (équilibre de sous-emploi). Les entreprises sont désireuses de produire plus mais ne le font pas car la demande est insuffisante.

Un diagnostic facile que l'on fait par le taux d'utilisation des équipements, *toutes choses égales par ailleurs* ;

LE CHÔMAGE : ANALYSE KEYNESIENNE



✓ *Le chômage lié aux structures économiques et sociales* : avec l'extension du chômage, les explications par l'insuffisance de l'offre globale ou de la demande globale solvable sont insuffisantes : de nouvelles approches se constituent :

- × **Chômage naturel** (noyau dur) : pour M. FRIEDMAN, *dans tout système économique, il existe un taux de chômage plancher contre lequel aucune politique économique ne peut durablement agir sauf au prix d'un taux d'inflation croissant* ;
- × **Chômage technologique** : l'accélération du progrès fait évoluer la demande de qualifications, la nature des postes de travail et le volume de l'emploi nécessaire avec parfois une inadaptation entre emplois souhaités et emplois disponibles en termes quantitatif ou qualitatif ;
- × **Chômage frictionnel** : temps pris par une personne pour chercher un emploi, lors de la sortie du système éducatif ou lors d'une démission, d'un licenciement afin de trouver l'emploi souhaité ;
- × **Chômage de segmentation** : le chômage n'est pas un phénomène homogène : le marché du travail est segmenté selon le statut, la CSP, l'âge, le sexe, l'origine, les qualifications... et frappe différemment les individus.

✓ *Théorie du capital humain* : G. BECKER : analyse du développement important de la demande d'éducation, d'acquisition de connaissances des individus par eux-mêmes, dès les années 1950.

Ce coût d'acquisition est compensé plus tard par une meilleure rémunération (c'est un investissement). D'un point de vue empirique, il existe une corrélation négative entre la probabilité d'être au chômage et le niveau de qualification.

Néanmoins, si trop de personnes formées se présentent sur le marché du travail, certaines auront un poste moins bien rémunéré car nécessitant de moindres qualifications (problème de surqualification, notamment en France) ;

✓ *Théorie de la recherche d'emplois (job search)* : une approche néoclassique qui apporte des éléments empiriques dans la théorie : pourquoi y a-t-il une coexistence de chômeurs et d'offres d'emplois non satisfaites ? C'est parce que les individus consacrent du temps pour trouver un emploi qui correspond davantage à leurs désirs, un comportement rationnel dans utilisation de son temps (arbitrage temps de loisir et temps de travail).

De ce fait, l'offre de travail, donc les chômeurs, *est le fruit d'un calcul économique des individus* (G. STIGLER) ;

✓ *Théorie de la segmentation* : née aux Etats-Unis, à partir études empiriques sur la pauvreté urbaine (M. PIORE et P. DOERINGER). Ils cherchent à expliquer les diverses discriminations dont sont victimes certaines catégories de main-d'oeuvre (minorités ethniques, femmes...) en ce qui concerne le taux de salaire ainsi que la fréquence ou la durée du chômage.

Le marché du travail est segmenté :

- × **Marché primaire** : emplois les mieux payés, grande stabilité, importance des avantages sociaux, profils intéressants de carrière.

- × **Marché secondaire** : bas salaires, rotation des travailleurs élevée, faible qualification, absence de sécurité de l'emploi, espoirs très limités de promotion. Ces emplois sont plus fréquemment occupés par certaines catégories de travailleurs (femmes, jeunes, immigrés, qui travaillent dans des entreprises sous-traitantes).

La segmentation est un moyen pour l'entreprise de résoudre la crise économique du Fordisme, le marché primaire assurant toujours la stabilité de la production et les activités stratégiques, le marché secondaire apportant la flexibilité nécessaire pour la réduction des coûts. Une synthèse intéressante des théories précédentes : sur le marché primaire, on trouve des individus à capital humain élevé, un statut protecteur qui permet de s'engager dans des

processus de recherche d'emploi efficace ; sur le marché secondaire, on trouve des individus à faible stock de capital humain, discriminés dans leur recherche d'emploi ;

✓ *Théorie du salaire d'efficience* : Années 1980, G. A. AKERLOF : cette théorie renforce l'idée selon laquelle la baisse des salaires ne rétablit pas l'équilibre sur le marché du travail car, dans certaines activités, un salaire élevé est gage de motivation et donc de productivité élevée !

En ce sens, la faiblesse des salaires qui caractérise une situation de chômage contribue à la contraction de l'efficacité économique et donc à la création de chômage...

✓ *L'Ecole du déséquilibre (Postkeynésiens)* : on démontre que les deux types de chômage, classique et keynésien, peuvent coexister ;

✓ *Les effets d'hystérésis* : certains individus sont maintenus au chômage même quand la situation économique s'améliore car la forte durée de leur chômage les a rendus inemployables ;

✓ *Les Radicaux* : le marché du travail n'est pas un véritable marché : les relations sont conflictuelles et le chômage est un des moyens pour les capitalistes de restreindre le pouvoir de négociation des salariés ;

✓ *L'Ecole de la régulation* : la crise du Fordisme (système rigide) est la cause du chômage contemporain. Il faut trouver un nouveau mode de régulation adaptée à l'économie actuelle.

➤ La relation de PHILLIPS :

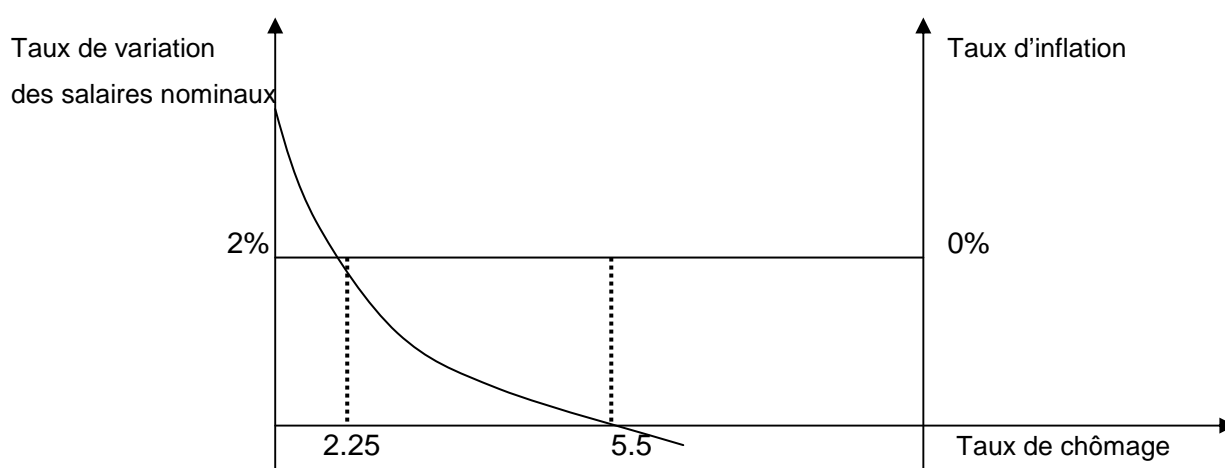
Elle traduit une relation décroissante entre le chômage et l'inflation. Elle a été établie par un économiste néo-zélandais, A. W. PHILLIPS, à l'issue de tests économétriques portant sur les données de l'économie britannique entre 1861 et 1957.

A. W. PHILLIPS explique cette corrélation négative en considérant que lorsque le chômage est faible, il y a des tensions à la hausse du taux de salaire sur le marché du travail et le rapport de force est en faveur des salariés. La courbe est non linéaire : l'impact du chômage sur l'évolution des salaires nominaux est d'autant moins fort que le taux de chômage est élevé.

Cette relation de PHILLIPS entre taux de salaire nominal et taux de chômage est élargie en 1960 grâce à P. A. SAMUELSON et R. SOLOW, à la relation entre taux d'inflation et taux de chômage, selon le raisonnement suivant : une hausse du chômage entraîne une diminution du taux de salaire nominal, d'où une réduction du coût salarial unitaire d'autant plus importante que la productivité du travail progresse et ainsi un ajustement à la baisse des prix (hypothèse d'un taux de marge constant et donc d'un partage salaire-profit stable).

L'inflation diminue, ce qui crée un ajustement à la baisse des salaires nominaux par la voie de l'indexation (officielle ou officieuse, *ex-post* ou *ex-ante*) et à un renforcement de la désinflation.

Graphiquement, le passage de la relation taux de salaire nominal-taux de chômage se réalise en décalant l'échelle des prix d'un pourcentage égal au taux d'accroissement de la production par tête (amélioration de la productivité, ici estimée à +2%) :



Dans le cadre d'une analyse de court terme, la lecture keynésienne explique le déplacement sur une seule et même courbe par l'effet d'une politique de *stop & go* : succession de mesures de freinage (désinflation mais chômage) et de mesures de relance (réduction du chômage mais reprise de l'inflation). Cette lecture est bien adaptée à la situation des années 1950 et 1960 (schéma 1, voir infra).

Mais, dès la fin des années 1960 et a fortiori lors des années 1970 avec les chocs pétroliers et le phénomène de stagflation (forte inflation et chômage persistant), cette lecture devient inopérante. On assiste à une dérive si importante de la courbe de PHILLIPS vers le haut que la relation inflation-chômage est remise en cause : à l'arbitrage inflation ou chômage semble se substituer la combinaison inflation et chômage.

Une analyse de long terme s'avère nécessaire (schéma 2, voir infra). M. FRIEDMAN propose une explication à partir de deux hypothèses : celle des *anticipations adaptatives* et celle d'asymétrie d'information en défaveur des salariés.

Une politique de relance aboutit, selon la relation de PHILLIPS, à une augmentation du taux d'inflation par pression de la demande, ce qui, pour un taux de salaire nominal inchangé, amène une réduction du coût réel du travail, d'où un encouragement pour les entreprises à substituer du travail au capital, ce qui accentue la baisse du chômage. Mais, les salariés se rendent compte progressivement de l'érosion de leur pouvoir d'achat, que celui-ci baisse davantage qu'ils ne l'ont anticipé : leur illusion monétaire se dissipe peu à peu. Ils revendiquent alors des augmentations de salaires pour retrouver leur pouvoir d'achat, le coût

réel du travail augmente et les entreprises substituent du capital au travail, si bien que le chômage se développe au nouveau niveau d'inflation.

C'est pourquoi on parle de la courbe de PHILLIPS verticale à long terme de M. FRIEDMAN. Pour M. FRIEDMAN, une politique de relance peut certes apporter quelque amélioration à court terme mais s'avère inefficace dans le long terme !

De leur côté, les Nouveaux économistes classiques raisonnent à partir de l'hypothèse d'*anticipations rationnelles* : ils estiment que les salariés ne sont victimes d'aucune illusion monétaire et que, anticipant une augmentation de l'inflation comme conséquence d'une politique de relance, ils exigent sans délai des augmentations de salaires, ce qui amène les entreprises à réagir en ajustant à la baisse leur programme d'embauche, d'où une courbe immédiatement ascendante.

Pour la Nouvelle économie classique, une politique de relance est non seulement inefficace mais même nuisible, puisqu'elle attise l'inflation sans porter du tout remède au chômage, y compris à court terme ! (schéma 3)

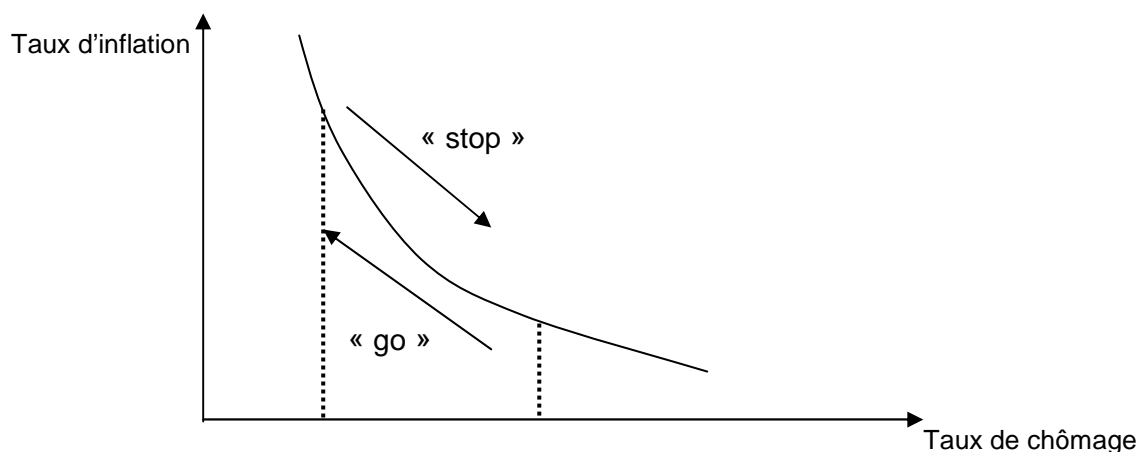


Schéma 1

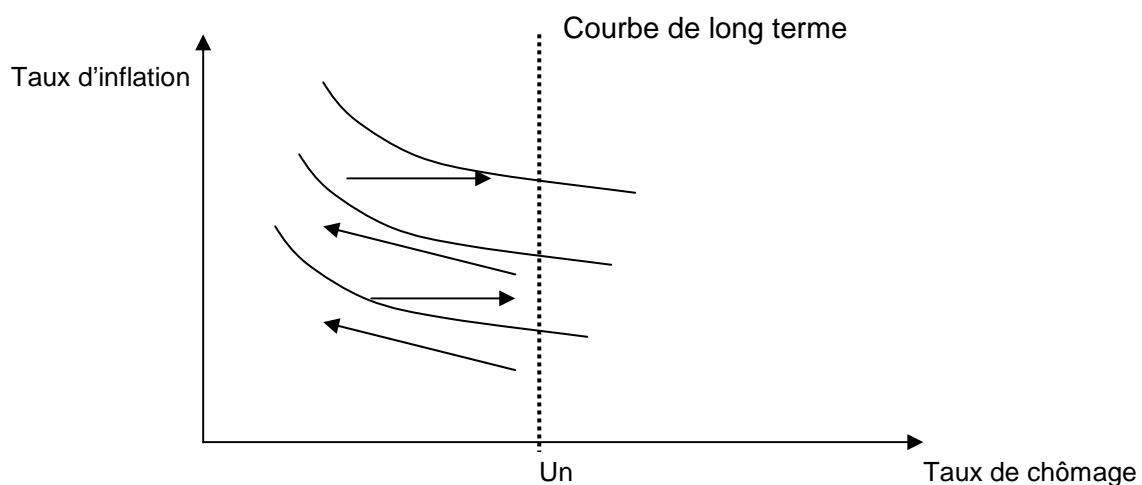


Schéma 2

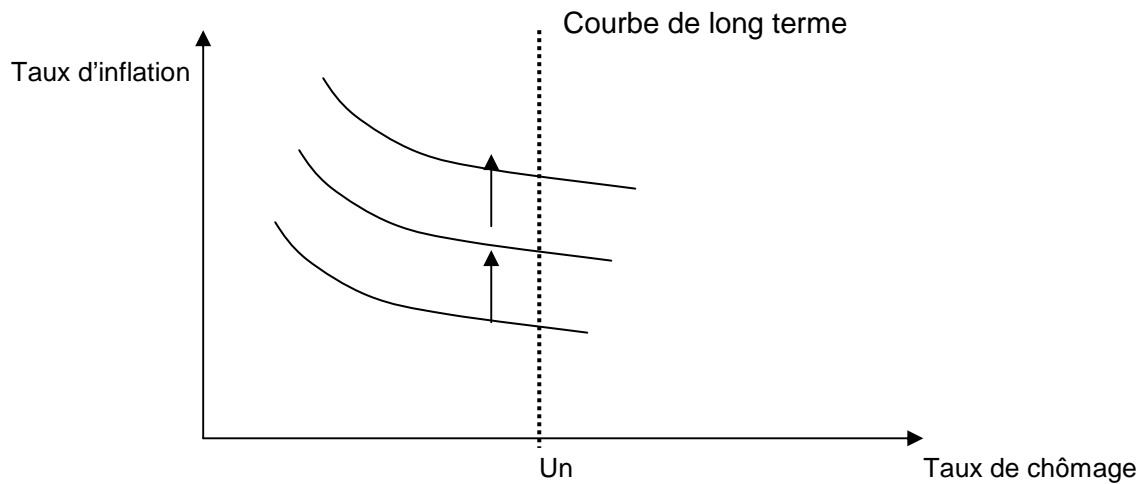


Schéma 3

Les lectures de la courbe d'A. W. PHILLIPS sont multiples :

- *Ecole keynésienne* : arbitrage possible inflation-chômage, la politique économique est efficace ;
- *Ecole monétariste* : arbitrage à la rigueur possible à court terme, la politique économique est inefficace à long terme ;
- *Nouvelle école classique* : arbitrage impossible, la politique économique est inefficace même à court terme.

➡ Les remèdes possibles au chômage : enrichir la croissance en emplois :

	Réduire le temps de travail	Développer le temps partiel	Supprimer le SMIC	Diminuer les charges sociales sur la main-d'œuvre non-qualifiée	Investir massivement	Accroître l'effort de formation	Ne rien faire
Effets	Embauche de salariés supplémentaires pour accomplir le même temps de travail.	Embauche de salariés supplémentaires pour accomplir le même temps de travail.	- Embauche de salariés moins coûteux ; - Consommation accrue de services devenus moins chers.	- Embauche de salariés moins coûteux ; - Consommation accrue de services devenus moins chers.	- Gains de parts de marché par gains de productivité, donc de compétitivité, d'où hausse de l'emploi.	- Qualification meilleure permettant d'augmenter la qualité des produits et donc la compétitivité.	Persistance d'une croissance trop pauvre en emploi.
Difficultés et obstacles	- Baisse des salaires correspondant à la diminution du temps de travail ; - Nécessité d'une profonde réorganisation du travail au sein de l'entreprise.	- Forte résistance des employeurs (gestion complexe) ; - Forte résistance des salariés (baisse du revenu, moindres perspectives de carrière).	- Fortes résistances politiques et sociales ; - Réticences à travailler en dessous d'un certain salaire, accrues par l'existence de minima sociaux.	- Diminution des ressources de la protection sociale ; - Définition des critères de la non qualification.	- Nécessité d'un partage des revenus plus favorable aux entreprises ; - Critères de choix des investissements rentables.	- Coût élevé, résultats seulement à long terme ; - Refus et/ou incapacité des salariés non qualifiés à « retourner à l'école ».	Perpétuelle proximité d'échéances électorales incitant à réduire le nombre de chômeurs.
Risques	Non négligeables : nécessité d'embauche amoindrie par la réorganisation du travail.	Nuls.	Important : non-incitation à l'effort de formation, baisse du pouvoir d'achat des bas salaires pesant sur la consommation, hausse des inégalités.	Non négligeables : système de protection sociale à deux vitesses, incitation à l'embauche de main-d'œuvre non qualifiée au détriment de la formation.	Non négligeables : réalisation d'investissements centrés sur la suppression de postes de travail, revenu supplémentaire non investi.	Faibles : délivrance de qualifications inadaptées ou trop rigides.	Très élevés : accroissement rapide des cotisations sociales et des impôts (aide aux chômeurs, assistance sociale, préretraite...)
Probabilité de mise en œuvre	Nulle , le gouvernement actuel souhaite revenir en arrière après les lois AUBRY sur les 35 H.	Limitée : mesures déjà prises (allègement de charges sur temps partiel), flexibilité appréciable pour les employeurs.	Nulle mais poursuite de mesures de contournement (SMIC jeune, CES, travaux d'utilité collective, RMA...)	En cours sous le gouvernement actuel mais une mesure non générale et ciblée (jeunes, chômeurs de longue durée, temps partiel...)	Faible : insuffisance des moyens financiers des entreprises, absence de consensus fort, demande attendue faible.	Actuel : nombreuses mesures (validation des acquis de l'expérience, droit à la formation tout au long de la vie...)	Apparemment nulle : mais « faire beaucoup de petites choses » n'est pas très différent de « ne rien faire du tout »...

3- Les mutations industrielles

Depuis la fin des années 1960, on assiste à une crise structurelle de l'économie réelle liée à une crise de l'industrie. Deux causes sont à l'origine :

⇒ Les mutations technologiques : le progrès, l'innovation, créent un changement dans les industries motrices. On passe d'industries traditionnelles (automobiles, sidérurgie...) aux industries informatiques, biotechnologiques... Les économies doivent s'adapter à ces changements économiques, à cette troisième Révolution industrielle, nécessaire pour maintenir leur compétitivité ;

⇒ Les mutations de la demande mondiale : la demande s'oriente vers des produits innovants, au contenu technologique fort... au détriment des industries classiques. Les ménages sont saturés en biens d'équipement et en biens de base (cf. lois d'E. ENGEL).

Le facteur dominant est la mondialisation qui a accru la concurrence, la division internationale du travail, la division internationale des processus productifs ainsi que des changements socioculturels. En conséquence, le chômage se développe dans les PDEM (délocalisations et investissements en productivité), les entreprises se concentrent pour atteindre la taille critique (oligopoles...), elles développent la flexibilité pour diminuer les coûts et personnaliser (différencier) les produits, d'où un processus de *destruction créatrice* (cf. J. A. SCHUMPETER) avec l'avènement d'un nouveau modèle économique, le Néo-Fordisme et le Post-Fordisme (réseaux, externalisation...)

Conclusion

Le capitalisme est par nature un système organisationnel instable, il génère des crises liées à l'emballement des acteurs en périodes d'anticipations optimistes.

Mais, ces crises sont nécessaires pour assainir l'économie des acteurs non performants, d'un volume d'investissement excessif, bref d'une situation en dehors de l'équilibre optimal. La concurrence engendre ces crises parce qu'elle incite les acteurs à innover, ce qui est à long terme, après une phase d'ajustement, *la destruction créatrice*, bénéfique à l'ensemble de la société.

Le problème, c'est que ces crises, parfois violentes, engendrent des déséquilibres économiques majeurs et surtout sociaux comme l'inflation et le chômage. Ces déséquilibres touchent en majorité les déjà plus mal lotis par le marché, qui est par nature inégalitaire. Cette situation inacceptable justifie l'intervention de l'Etat à œuvrer dans l'intérêt général.

Approche initiée par R. LAYARD, S. NICKELL et R. JACKMAN

HYPOTHESES : - Le marché du travail est imparfait, pas de concurrence pure et parfaite ;
- Le chômage résulte de comportements favorisés ou imposés par les structures économiques.

CONCLUSION : Le chômage résulte du comportement involontaire des entreprises et des salariés en situation d'incertitude et d'asymétrie d'informations (concurrence imparfaite). On aboutit à un chômage d'équilibre.

REMARQUE : il existe une autre approche du chômage d'équilibre (Cf. courbe d'A. W. PHILLIPS, approche NAIRU, *Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment*).

MODELE :

WS/PS : *Wage Setting/Price Setting* ou *Wage Schedule/Price Schedule*.

Les déterminants des salaires et des prix.

Le modèle explique le processus de fixation des prix et des salaires.

Du côté des entreprises :

La concurrence est imparfaite avec la présence d'oligopoles, voire de situations de quasi-monopoles.

Les entreprises ont donc une certaine latitude dans la fixation des prix. La marge bénéficiaire et donc les prix sont fonction de l'intensité de la concurrence et de la conjoncture.

1. Si l'activité stagne : baisse des prix pour augmenter les parts de marché, d'où une hausse du pouvoir d'achat (salaire réel) des salariés et hausse du taux de chômage ;
2. Si l'activité est soutenue : hausse des prix plus facile, d'où une baisse du salaire réel des salariés et baisse du taux de chômage.

☒ **Liaison croissante entre taux de chômage et salaire réel (courbe « PS »).**

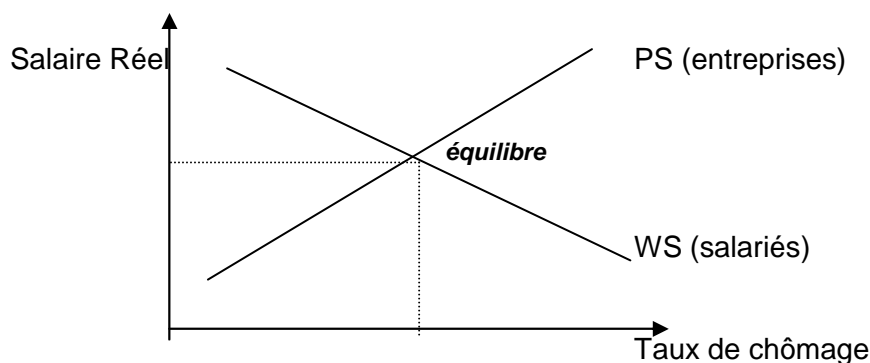
Du côté des salariés :

But : augmenter les salaires réels, mais leur pouvoir est inégal selon la catégorie d'emploi et le type d'entreprise ainsi que le secteur d'activité.

D'un point de vue macro-économique, lorsque le taux de chômage est faible, les opportunités d'emploi sont plus nombreuses et les entreprises ont plus de difficultés à trouver des candidats ; cette situation est favorable aux salariés car elle augmente leur pouvoir de négociation et donc augmente le niveau moyen des salaires réels.

☒ **Liaison décroissante entre taux de chômage et salaire réel (courbe « WS »).**

Donc, si le taux de chômage augmente, il y a baisse du salaire réel.



Sur le marché du travail, il y a donc deux forces contraires : la politique de prix des entreprises et la politique d'évolution des salaires. L'équilibre représente le **taux de chômage d'équilibre**. Ici, aucun mécanisme de marché (évolution des prix ou des salaires) ne peut le résorber car c'est le mode de fixation des prix et des salaires qui conduit à cet équilibre, d'autant plus qu'on est en concurrence imparfaite.

C'est un **chômage involontaire** car il résulte des politiques de prix des entreprises et des exigences des salariés en place, ce qui diffère de la vision néoclassique.

Mais le chômage provient essentiellement de l'absence de concurrence des marchés, ce qui n'en fait pas pour autant un modèle keynésien.

Pourquoi le marché du travail n'est pas un marché concurrentiel ?

- D'abord les licenciements sont coûteux ;
- Il existe un salaire minimum légal ;
- Il existe des conventions collectives, favorables à la rigidité et à la hausse des salaires ;

- Avec l'existence d'allocations chômage, les salariés ne sont pas prêts à travailler à n'importe quel prix (idem avec l'existence de minima sociaux) ;
- L'entreprise a souvent intérêt à bien payer ses salariés afin de s'assurer de leur motivation au travail (*Théorie du salaire d'efficience*, J. E. STIGLITZ) ;
- De part l'incomplétude du contrat de travail, l'entreprise devra assumer un coût élevé lors du départ d'un salarié car elle a un double risque, l'*aléa moral* et la *sélection adverse* (cf. *Théorie de l'agence*, M. JENSEN & W. MECKLING).

NB : ceci est surtout vrai pour les salariés qui occupent des fonctions clés ou stratégiques dans l'entreprise...

Donc, moins le marché du travail est flexible, plus le chômage d'équilibre est élevé.

INTERET POUR LES ECOLES :

- ⇒ *Les Néoclassiques* mettent l'accent sur la nécessaire flexibilisation du marché du travail afin de baisser le chômage d'équilibre ;
- ⇒ *Les Keynésiens* appuient sur l'absence de prise en compte des externalités par le marché qui peuvent entraîner un cercle vertueux ou vicieux.

MAIS : - L'existence d'entreprises prospères n'engendre pas forcément une société sans chômage ;
- Les actions sur l'offre (salaire, fixation des prix) ne justifient pas d'abandonner toute politique économique. En effet, une relâche des taux d'intérêt permet d'augmenter le volume des investissements, donc la productivité du travail et à moyen terme d'améliorer la compétitivité des entreprises et donc de diminuer le chômage d'équilibre.

Idem si l'on instaure un système de cotisations sociales progressives car les salariés ont alors moins intérêt à voir augmenter leur salaire réel.

LIMITES :

- ➡ Le modèle ne prend pas en compte la demande (rôle réduit) alors que l'expérience montre que les embauches sont fortement liées à la demande anticipée ;
- ➡ Du côté de l'offre, il existe une multitude de facteurs qui ont des conséquences différentes (salaire minimum, taux de syndicalisation, allocations chômage...) ;
- ➡ Chaque camp peut mobiliser ce modèle pour justifier son approche.

BIBLIOGRAPHIE :

L'HORTY, Y., THIBAUT, F., (1998), « Le chômage d'équilibre, de quoi parlons-nous ? », *in Revue française d'économie*, n°4, vol. XIII.

L'HORTY, Y., THIBAUT, F., *Les causes du chômage en France : une réestimation du modèle WS-PS*, Document de travail n°99-01, CSERC.

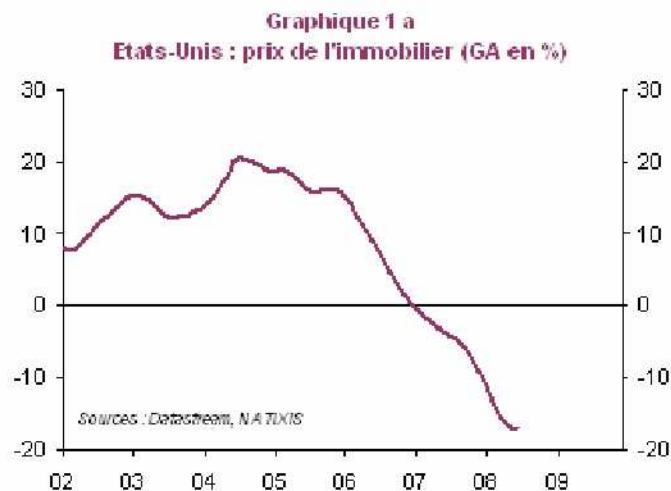
LAURENT, T., « Formation des salaires, ajustements de l'emploi et politique économique », *in Emplois flexibles, salaires rigides*, université Evry-Val d'Essonne, département d'économie, Centre d'Etudes des politiques économiques et de l'emploi.

1. Source : CLERC, D., « Un chômage d'équilibre », *in Alternatives Economiques*, n°209, décembre 2002.

La crise financièreⁱ

I. Les facteurs à l'origine du déclenchement de la crise

- **Le dégonflement de la bulle sur le marché immobilier américain** : à partir de l'année 2006 le prix de l'immobilier américain diminue. L'effondrement du marché immobilier américain se confirme dans l'année 2007.



- **Les défauts de paiement liés aux crédits « subprime », crédit hypothécaires américains, se multiplient :**

M. AGLIETTA : les crédits subprimes reposent sur des mécanismes risqués et des « incitations perverses ». Les ménages américains, à faible revenu, parfois insolvable sont incités à emprunter à des conditions particulières ; ils se croient protégés par la valeur de leur actif immobilier, en cas de difficultés de paiement. Mais dans un contexte d'augmentation des taux d'intérêt (entre 2004 et 2006), les défauts de paiement se multiplient ; d'autre part, la valeur du patrimoine immobilier est devenue inférieure à celle des crédits qu'il devait garantir.

- **Les activités bancaires ont dévié vers des pratiques à haut risque :**

Elaboration de la titrisation :

- **Opération financière** qui consiste à transformer des prêts bancaires traditionnellement illiquides en titres aisément négociables sur des marchés, par l'intermédiaire d'une entité juridique ad hoc (Special purpose vehicle).
 - **La banque, à l'origine des prêts, les cède à une institution (le véhicule)** qui finance cette acquisition en émettant des titres ; les investisseurs (autres banques, hedge funds, assureurs, grandes entreprises) achètent ces titres. Mais la transformation s'accompagne d'une restructuration : les actifs ou créances
-
-

diverses achetés par le «véhicule» sont vendus en produits restructurés (découpés en différents tranches, des pools de crédits) : ABS : Asset Backed Securities (titres adossés à des actifs).

- **Ces fameux « titres » procuraient à un certain moment des rendements élevés.**

La titrisation apporte d'abord des avantages :

- **La titrisation permet aux banques un transfert de risques** : vendre les risques à une autre institution permet aux banques de distribuer des crédits en nombre plus important ; est-ce efficace ? Le problème est que l'opacité est forte, et que le même support change de main souvent.
- **Elle permet aux banques de leur faire économiser du capital**, elles n'ont plus besoin d'immobiliser des réserves comme leur imposent les règles prudentielles (règles de Bâle II : ratio de 8% de fonds propres par rapport à leur encours de crédit).
- **Elle permet une nouvelle palette de placements avec des caractéristiques de rendement et de risque* extrêmement diversifiés.**
- **Cela encourage un effet de levier important pour les banques.**
- **La titrisation est une innovation financière** qui s'est développée aux Etats-Unis dans les années 70, au départ sur les prêts hypothécaires, sous garantie des deux agences publiques spécialisées que sont Fannie Mae et Freddy Mac, puis s'est généralisée à d'autres types de crédits et s'est étendue en Europe principalement dans le milieu des années 90. En 2006, le marché des créances titrisées s'élève à 1 000 milliards de dollars.

Les risques inhérents à la titrisation :

- **Quand le marché des crédits immobiliers s'effondre, tous ces actifs perdent de leur valeur** : la titrisation s'est développée dans un contexte de hausse du marché immobilier, mais quand le marché se retourne, ni les maisons, ni les créances ne valent quelque chose. Le risque de défaut de paiement (des ménages) a été largement sous-évalué.
 - **Les banques sont même obligées de soutenir les « véhicules » qui leur ont* permis de se débarrasser des créances** : elles doivent reprendre dans leur bilan les actifs douteux des véhicules et provisionner les moins-values latentes.
-
-

- **Les agences de notation au cœur du système financier et des critiques**

Leur rôle est d'évaluer le risque des créances en cours ; les notes attribuées par ces agences vont de AAA à F ; AAA correspond à des créances ou à des firmes dont la solvabilité est jugée parfaite, F à des firmes proches de la faillite.

Les agences ont attribué des notes AAA à des créances douteuses sans transparence ni justification.



II. Les analyses macro et microéconomiques de la crise

• Causes micro économiques (P. ARTUS) :

- **Manque de transparence sur le degré de risque des ABS** : le rôle des agences de rating reste trouble ; leur capacité à estimer correctement les risques est remise en question.
- **Normes comptables et règles prudentielles** : les actifs évalués au prix du marché, sont inscrits au capital des entreprises et des banques : si le prix des actifs baisse, les normes comptables (valorisation au prix du marché) conduisent à une perte en capital. D'autre part, les règles prudentielles (accords de Bâle II) impliquent que la perte de fonds propres réduise la capacité des banques à distribuer des crédits ; la chute du crédit entraîne un ralentissement de la croissance ; les prix des actifs baissent à nouveau...
- **Quelle efficacité du transfert de risque des banques vers les investisseurs institutionnels, par le marché des titres ?** Les banques se débarrassent du risque en « sortant de leur bilan » 60% des crédits et en les titrisant ; elles transfèrent le risque vers des assureurs qui ne connaissent pas les clients, et qui fourniront une moins bonne analyse de la qualité des emprunteurs.
- **Crédits aux ménages américains** : le crédit hypothécaire est en lien direct avec la valeur des actifs immobiliers ; tant que la valeur de la maison achetée est supérieure au montant du crédit, l'emprunteur est présumé solvable. Les banquiers ont certainement la « bonne intention » de proposer aux ménages les plus pauvres d'accéder à la propriété. Cela incite les banques à un relâchement des conditions de crédit, pour rechercher de nouvelles rentabilités, vers une clientèle dont la solvabilité est douteuse.

Causes macro économiques

- **Augmentation de la liquidité créée par les banques centrales** : la monnaie BC augmente de 15 à 20% par an depuis les années 2000.
- **Première source de l'excès de liquidité** : accumulation des réserves de change des pays émergents qui financent les déficits américains.
- **Deuxième source de l'excès de liquidité** : des politiques monétaires expansionnistes, même en phase d'expansion économique, qui par un maintien de taux d'intérêt faible, jusqu'en 2004, ont encouragé une forte distribution de crédits et un excès d'endettement.
- **Insuffisance d'instrument de la politique monétaire** : les politiques monétaires ont comme instrument unique le taux d'intérêt directeur des BC, pas les Réserves obligatoires, ni le ratio de bilan des banques ; ce seul instrument est une arme à double tranchant, car il provoque des conflits d'objectifs. Il faudrait utiliser des instruments de réglages plus fins, permettant de limiter les crédits immobiliers, par exemple, des réserves obligatoires plus élevées pour les crédits immobiliers dans les pays concernés, sans limiter les crédits aux entreprises.

M. AGLIETTA :

- *Cette crise est la plus grave, depuis l'après guerre, de toutes les crises : elle est différente des précédentes, car elle met fin à un type de croissance fondée sur un endettement débridé du monde occidental, du secteur privé. En ce sens, la crise sera désastreuse car elle engendrera des coûts sociaux extrêmement graves, mais elle peut être une opportunité de réorganisation de la finance mondiale.*
- *Cette crise a connu une maturation prolongée : elle se développe parce qu'il existait de nombreux dysfonctionnements macro et microéconomiques, la crise des subprime en est le catalyseur. La crise vient de plus loin, elle vient d'une combinaison de dysfonctionnements micro et macroéconomiques.*
- *Quels sont les dysfonctionnements ?*
 - *Une mauvaise gouvernance des institutions financières qui a créé une incitation perverse à la prise de risques : on assiste à une dérive des comportements micro économiques vers une prise de risque excessive.*
 - *L'échec du modèle d'évaluation des risques de crédit et l'opacité du marché des titres ; le transfert de risques s'accompagne d'un gonflement des risques, qui n'est plus évaluable de manière correct.*

- *L'existence de déséquilibres macroéconomiques accumulés et concentrés sur les Etats-Unis depuis la crise asiatique.*
- *Une idéologie globale de finance libéralisée fondée sur l'ouverture des marchés aux mouvements de capitaux, incontrôlée ; le « consensus de Washington » préconise les principes suivants : l'Etat minimal, la privatisation à outrance, l'ouverture aux mouvements de capitaux y compris dans les pays qui n'ont pas les moyens de l'assumer, la déréglementation généralisée de la finance : un laisser faire systématique des autorités financières.*
- *Un modèle de crédit, fondé sur des effets de levier, extrêmement dangereux : les banques, en se défaussant du risque, contribuent à la détérioration de la qualité du risque ; l'effet de levier est beaucoup plus important que dans le modèle traditionnel. On assiste à la fois à une augmentation de l'endettement dans une époque où la qualité du risque s'est dégradée.*

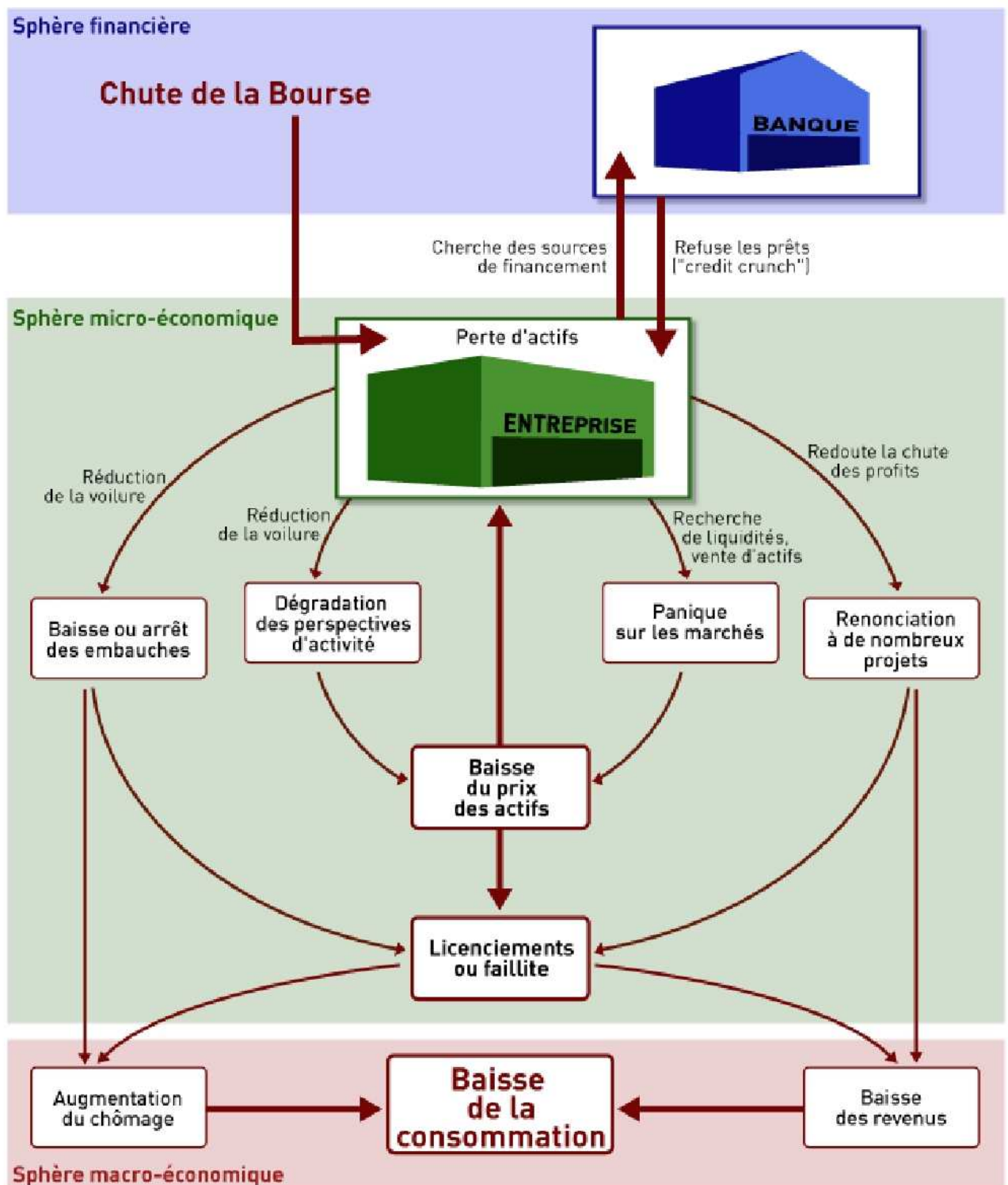
Une augmentation de l'endettement des ménages inégalée et stupéfiante : les ménages américains ont une dette qui passe de 70% de leur revenu disponible au milieu des années 1990 à 140% en 2007 ; les ménages anglais sont passés d'un endettement de 80 % de leur revenu disponible à 180% en 10 ans.

- *La logique de la finance pour elle-même, la banque de marché a permis de prélever une rente énorme sur l'économie : aux Etats-Unis, les profits du secteur financier par rapport à l'ensemble du secteur privé sont passés de 10% à 40% en 2007 pour un secteur qui n'emploie que 5% de la main d'œuvre. La capitalisation boursière du secteur, qui s'amplifie, qui passe de 6% à 19% du secteur privé, relève que quelque chose ne va pas bien.*
- *La crise se transfère à l'économie : selon le même mécanisme, qui est celui de l'endettement favorisé par l'anticipation à la hausse du prix des actifs ; le crédit est tiré par l'anticipation de la hausse de la richesse, et ceci entraîne une dérive car il n'y a aucun processus régulateur. Le processus va dans les deux sens : un désendettement massif plonge les économies dans une récession prolongée. Seule l'action d'un régulateur, peut limiter la récession ; l'Etat doit jouer le rôle d'emprunteur en dernier ressort pour limiter la crise, une seule solution : la maîtrise par la puissance publique, une intervention très forte de l'Etat.*

En résumé : la crise des « subprime » s'est développée dans un contexte d'instabilité sous-jacente : la finance libéralisée contenait intrinsèquement des risques qui se sont réalisés avec une ampleur que l'on n'attendait pas.





III. La contagion de la crise de la sphère financière à la sphère réelle




Infographie issue de l'édition électronique du Monde.fr

La crise devient une crise systémique :

 ***C'est d'abord une crise qui frappe le marché immobilier (crise immobilière : retournement du marché immobilier, dégonflement de la bulle immobilière),***

 ***Puis le système bancaire (crise bancaire : difficultés des banques, faillites),***

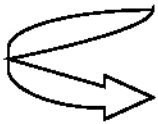
 ***Puis l'ensemble du financement de l'économie (crise boursière : baisse de la valeur des indices boursiers crise financière : contraction du crédit : credit-crunch),***

 ***Puis d'autres secteurs de l'activité économique (crise économique).***



IV. Les réactions face à la crise

Des interventions de l'Etat pour :



- Eviter les faillites bancaires ;
- Garantir la solvabilité des ménages ;
- Faire face à la crise de liquidité ;
- Contrer le ralentissement économique.

Un plan de sauvetage des banques	
<p>Description :</p> <p>En septembre, les banques ont besoin de capital ; les investisseurs ont perdu confiance...</p> <p>Le seul recours est l'intervention des Etats : 3000 milliards d'euros dans le monde seront apportés pour recapitaliser les banques.</p>	<p>En France : deux nouvelles structures juridiques ont été créées :</p> <ul style="list-style-type: none">• La Société de participation de l'Etat (SPPE): <p>Ses moyens financiers seront obtenus par emprunts sur les marchés. Limites : 40 milliards d'€.</p> <p>Elle a servi à prendre des positions au capital de Dexia ; elle pourra recapitaliser d'autres banques en difficulté.</p> <p>Obligations émises par les banques et souscrites par la SPPE à un taux de 8%.</p> <ul style="list-style-type: none">• La société de refinancement : <p>Détenue à 66% par les banques, à 34% par l'Etat.</p> <p>Emprunte sur les marchés financiers pour assurer les besoins de financement à court et moyen terme, dans une limite de 320 milliards les banques apporteront des titres financiers de bonne qualité contre des prêts accordés par la Société de refinancement.</p>
<p>Effets attendus : recapitaliser les banques pour les inciter à distribuer du crédit. Aider au refinancement des banques.</p>	<p>Effets pervers : sauver les banques n'assure pas plus de distribution de crédit par celles-ci.</p>

Garantir les dépôts bancaires	
Description : pour éviter que les épargnants se précipitent aux guichets des banques, les Etats garantissent les dépôts bancaires à des plafonds différents.	En France : dépôts garantis à hauteur de 70 000 €

L'intervention des banques centrales : une facilité de refinancement	
Injection de liquidités par un apport de liquidités aux banques	En Europe : Mécanismes utilisés par la BCE : les instruments d'open market traditionnels ont été accompagnés de durée plus longue et d'autres possibilités de refinancement.
Effets attendus : apporter des liquidités à l'économie, restaurer les possibilités de crédit.	Effets pervers : planche à billets

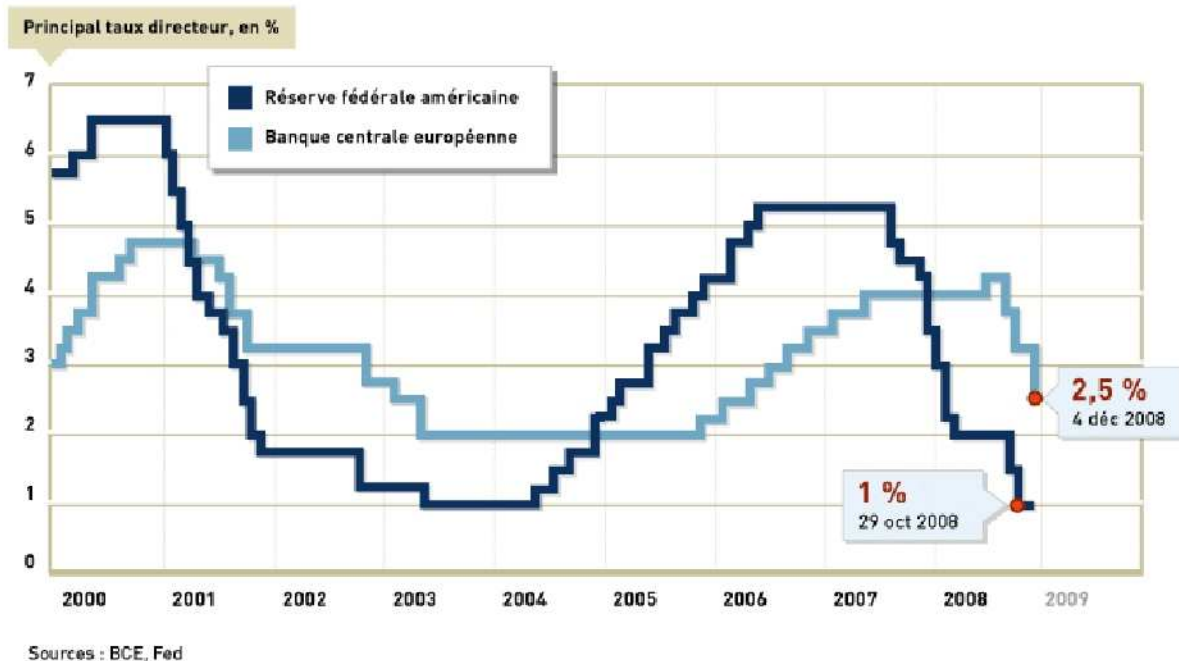
Les injections des banques centrales

SOURCE : NOUVELOBS.COM | 20.09.2008 |

Voici un petit récapitulatif des injections de liquidités sur les marchés financiers par les grandes banques centrales mondiales depuis lundi 15 septembre :

- **La Réserve fédérale américaine**, la Fed : 180 milliards de dollars injectés jeudi 18 septembre sur les marchés. La banque de réserve fédérale de New York, intermédiaire traditionnel entre la banque centrale américaine et les marchés, a injecté mardi 50 milliards de dollars dans le circuit bancaire.
 - **La Banque centrale européenne** (BCE) : 100 milliards d'euros.
 - **La Banque d'Angleterre** : 25 milliards de livres.
 - **La Banque du Japon** (BoJ) : 8.000 milliards de yens soit 53,3 milliards d'euros.
- Ces injections de fonds ont eu lieu via des opérations d'open market qui consistent pour la banque centrale à acheter aux banques privées des titres (notamment des bons du Trésor) afin d'accroître les liquidités sur le marché.

Une politique monétaire assouplie : la baisse des taux directeurs	
Description : une baisse des taux directeurs de la banque centrale.	En Europe : La BCE baisse ses taux directeurs : <ul style="list-style-type: none"> - Le 15 octobre 08* : - 0,5 point ; 3,75% - Le 12 novembre 08 : - 0,5 point ; 3,25% - le 10 décembre 08 : - 0,75 point ; 2,5% - le 21 janvier 09 : - 0,5 point : 2%
Effets attendus : les banques de second rang devraient répercuter cette baisse des taux sur les crédits qu'elles accordent à leurs clients.	Effets pervers : les banques ne diminuent pas rapidement leurs propres taux d'intérêt, car elles privilégient la reconstitution de leurs marges et elles adoptent des stratégies très frileuses dans la distribution de crédits.



Politique budgétaire : un plan de relance	
<p>Description : de nombreux pays ont recours à un plan de relance pour contrer la récession qui s'annonce. Injecter de l'argent public dans l'économie, par des dépenses publiques supplémentaires, selon les recommandations keynésiennes.</p>	<p>En France : un plan de relance de 26 milliards proposé le 5 décembre, adopté en conseil des ministres le 26 décembre. En discussion au Parlement.</p> <p>En Europe : un plan de relance de 200 milliards d'€.</p>
<p>Effets attendus : un soutien à l'activité des entreprises, pour qu'elles retrouvent une marge de manœuvre financière, qu'elles limitent les destructions d'emplois.</p>	<p>Critiques : elles sont nombreuses et faites par le monde politique, comme par certains économistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan qui manque d'ambition, qui nécessitera rapidement un second plan ; - qui ne soutient pas assez fortement et rapidement la consommation des ménages ; - besoin d'un plan de relance européen plus coordonné ; - risque d'un endettement collectif des Etats et des obligations d'Etat de moins bonne qualité et d'élévation des taux d'intérêt.

